

Ne tombons pas
dans l'engrenage...

ENSEMBLE

... de l'Europe capitaliste
avec leur TSCG

Film américain de Charlie Chaplin (Modern Times, 1936.)



Bulletin trimestriel de l'Union fédérale des retraités de la Fédération des travailleurs
des industries du Livre, du Papier et de la Communication - Cgt



Sommaire

2	Édito	B. Engasser
4	CEN-FILPAC	D. Muller
6	CN-UFR	J.P. Ghiotto
8	Rapport CCF	Ch. François
9	Papeteries de Condat	R. Vallat
10	Salauds salauds	R. Mahaud
11	Pluralisme	M. D'allard (Snj-Cgt)
12	Le pédalo	B. Engasser
13	Il y a 220 ans Lettre à un camarade	R. Mahaud
14	L'Europe	A. Kolar
16	Actifs retraités	M. Tech
18	Les trente glorieuses	J. Paindavoine
19	M. Bas prix	A. Kolar
20	Promesses	G. Congi
22	La finance ou la pensée totalitaire	J. Dhordain
23	Ugo Boss	J. Dhordain
24	Peugeot fabrique des automobiles	R. Colombier
26	Tartas	G. Delmas
27	Retraités d'Aquitaine	L. Lorreyte
28	Amitié France-Bénin	R. Ahivi
29	La papete	
Aperçus d'Histoire sociale en Aquitaine		
30-32	Ils nous ont quittés	

Rédaction et Administration

263, rue de Paris 93 514 Montreuil Cedex

Directeur de la Publication :

René Mahaud

Comité de rédaction :

Responsable : Michel Burguière
Annick Béjean, Jack Dhordain,
Lionel Duquenne, Andrée Kolar,
René Mahaud. Allaoua Sayad.

Imprimerie SENPO

35, rue Victor Hugo 93 500 Pantin
ISSN : 12594245 - CPPAP : 1010 S 07110

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués
à la FILPAC - CGT



Edito



Bernard ENGASSER
Sec.Général de l'Usr du Haut-Rhin
Membre de l'Ufr-Filpac

La forme et le fond...

Personne, sans doute, parmi les lecteurs de notre magazine ENSEMBLE, ne regrette les cinq années de règne du monarque SARKOZY, contrairement à ce que semblent indiquer certains sondages. D'un Président agité nous sommes passés à un Président qui se veut normal. Tout le monde se veut normal mais, se définir comme normal, changer de style, ne fait pas une politique ! Cela fait penser à cette cuisine moderne, d'une présentation soignée, voire artistique mais, avec peu dans l'assiette, laissant le client sur sa faim... tout pour la vue, rien pour l'estomac ! Quand pas moins de dix ministres se déplacent aux Universités d'été du MEDEF pour rassurer les patrons sur les intentions du Gouvernement, il ne faut pas s'étonner qu'ils se sentent des ailes de « pigeons »... il suffit à Madame PARISOT de faire les gros yeux pour obtenir un adoucissement voire un recul de mesures de justice sociale considérées comme intolérables au patronat. Comme l'a déclaré Bernard Thibault : « Le Gouvernement devra s'apercevoir qu'il ne peut pas être d'accord avec tout le monde... avec le MEDEF qui prône plus de flexibilité, un abaissement du coût du travail et avec les salariés actifs ou retraités qui ont besoin de moyens pour vivre et de sécurité des parcours professionnels et des parcours de vie ».

Qu'elle soit teintée de rose ou de bleu l'austérité reste l'austérité

Les retraités s'appauvrissent, ce sont 500000 d'entre eux qui ont repris le chemin des « petits boulots ». Les centres d'action sociale communaux tirent la sonnette d'alarme... plus de 60% des CCAS voient augmenter les demandes d'aide de personnes âgées disposant de moins de 1100 euros par mois. Alors que 80% des revenus du Capital échappent à l'impôt, c'est sur la fiscalité des retraités que le débat est lancé. Faire participer davantage les retraités à l'effort budgétaire demandé aux Français ? « La question n'est pas tabou » affirme le Ministre de l'Economie sur RTL. La Cour des comptes sort, opportunément, un rapport où les retraités sont jugés privilégiés et propose de supprimer les 10% d'abattement de la déclaration pour l'impôt sur le revenu et d'aligner le taux de CSG des retraités sur celui des actifs. Si on ne parle plus de TVA sociale, la question de la CSG revient en force. Une « CSG sociale » pour financer la Sécurité sociale et la perte d'autonomie. Avec l'acceptation, par la majorité présidentielle, du traité MERKOZY - bien entendu soutenu par la droite - on ira droit dans le mur ! Joseph STIGLITZ, prix Nobel d'économie, ancien directeur de la banque





mondiale, estime que l'Europe court à sa perte en persistant à mener des politiques d'austérité.
 « Pour sauver l'Europe, on va tuer l'Europe... Aucune grande économie ne s'est jamais sortie de la récession grâce à l'austérité. L'austérité est un mythe pur et simple » a-t-il déclaré sur TV5, RFI et Le Monde, dimanche 2 septembre.
 Par un communiqué, 120 économistes de notre pays ont exprimé la même mise en garde concernant le nouveau traité européen. Cependant, des économistes distingués, labélisés MEDEF, essaieront sur France 2 ou, par d'autres médias, de vous persuader que l'on ne peut faire autrement que de se serrer la ceinture !
 C'est bien la question du partage des richesses créées qui est posée.

Retraités comme salariés, refusons de faire les frais de cette crise !

On entend ici ou là des âmes bien-pensantes vouloir apprendre à des personnes âgées à faire de la cuisine économique ou comment mieux gérer son budget dans ces temps de crise ! Cela frise le ridicule quant on sait que souvent ces personnes âgées ont connu les restrictions de la dernière guerre et que leur maigre revenu ne leur a jamais permis de faire des excès !

Les retraités ont leur fierté, ils n'ont pas besoin de leçons ou de compassion comme on l'entend trop souvent quand des politiques veulent s'esquiver face à leurs responsabilités.

Contrairement à ce que l'on veut faire entendre, les retraités ne sont pas une charge pour la société. Ils sont nombreux à s'investir dans la vie familiale, associative, de leur quartier, de leur commune et pourtant n'ont pas d'existence sociale définie. On sait parler du retraité quand il est malade, quand il est consommateur mais pas quand il est simplement citoyen.

Les retraités ont besoin de revenus qui permettent de vivre dignement, avoir accès aux services de soins, se loger, s'alimenter, disposer d'infrastructures collectives qui permettent une vie sociale épanouie, avoir accès aux services publics et privés. Mais également pouvoir accéder à la culture, en découvrir les différentes facettes, pouvoir s'offrir des vacances à la découverte d'autres régions, d'autres pays, devenir, si on le souhaite, créateur...

Conscients que lorsqu'une usine ferme, c'est toute la vie d'une région qui est impactée, les retraités ont été nombreux dans les manifestations du 9 octobre pour la défense de nos industries.

En effet, un emploi industriel perdu, c'est plusieurs emplois induits qui disparaissent. C'est aussi moins de recettes pour les collectivités territoriales et pour la Sécurité sociale. C'est donc moins d'argent pour nos caisses de retraites, moins de moyens pour répondre à nos revendications.

Le 11 octobre la manifestation parisienne et celles de nombreuses villes de province ont été une puissante caisse de résonance pour nos revendications sur le pouvoir d'achat, l'accès aux soins, la perte d'autonomie.

Quand la CGT est à l'offensive, l'unité se renforce. Les habitués « traîneurs de pieds » d'autres organisations ne peuvent qu'essayer de rattraper le mouvement.

Il faut se faire entendre quel que soit celui ou celui aux commandes du pays. Au regard de l'histoire, tout barrage aux politiques antisociales, tout progrès social, n'ont été possibles que par la mobilisation du peuple, de ses salariés actifs et retraités.

Comme toujours le grand capital essaye de s'en sortir en cultivant les divisions.

Maintenons les solidarités intergénérationnelles indispensables à la cohésion sociale entre la population active et la population retraitée.

La galère pour les jeunes, la misère pour les vieux. De cette société-là on n'en veut pas !

Défendons nos retraites complémentaires AGIRC et ARRCO

Avec l'augmentation du chômage, la dégradation de la situation financière des régimes ARRCO et ARGIC s'accélère. Ceux-ci versent des allocations à environ 11 millions de retraités, ce qui représente 25% du total des dépenses en matière de retraites versées.

Leurs réserves sont entrées en déficit depuis qu'elles sont utilisées pour combler les manques de l'État, depuis 2010. La fin des réserves est prévue en 2017 pour l'AGIRC et 2020 pour l'ARRCO.

Le Medef monte au créneau pour adopter des mesures bien entendu restrictives envers les retraités. L'on ne s'attendait pas à moins de sa part. Elles visent à restreindre les droits des retraités actuels et futurs. Il s'agirait de revaloriser les pensions en dessous du seuil de l'inflation, voire de les geler. Il préconise également d'augmenter fortement la valeur d'achat du point, ce qui entraînerait une diminution des droits des futurs retraités, de reculer l'âge minimal et l'âge légal sans décote à 64 voire 69 ans. Au chapitre des recettes, le Medef propose « royalement » une hausse de 0,1 % des cotisations de sa part.

À plus long terme, le Medef prévoit une fusion des deux régimes qui entraînerait une disparition de l'AGIRC et une baisse générale des complémentaires.

La CGT préconise de nouvelles sources de financement afin que les retraites complémentaires soient pérennisées, par exemple une mise à contribution des revenus financiers des entreprises au même niveau que les cotisations ARRCO-AGIRC des salariés, qui rapporteraient environ 10 milliards d'euros.

Il est indispensable que les retraités (es) et futur retraités (es) se mobilisent, 11 millions de retraités sont concernés. La politique mise en place par le gouvernement prouve, s'il en était besoin, que les retraités-citoyens doivent se faire entendre avec la CGT dans l'unité la plus large. **J.D.**





Comité exécutif national de la F

PAR DANIEL MULLE

Compte rendu succinct

Plus de 45 camarades ont participé à ce CEN de rentrée.

Dans son intervention, Marc Peyrade a abordé la situation actuelle. Il a souligné que la Filpac-Cgt et ses syndicats se sont frottés tout de suite au nouveau gouvernement dans le cadre des conflits en cours (Hersant, M. Real, Schweitzer-Mauduit...). Le patronat multiplie les actes de radicalisation. Il paufine son intervention, notamment dans les négociations qui s'ouvrent, pour obtenir une baisse du coût du travail, avec l'assentiment de certains syndicats gagnés à la thèse des contrats de compétitivité. Le patronat maintient une attitude agressive de refus de négociations nationales.

La nouvelle majorité considère que le service de la dette est prioritaire sur la question sociale. Or Hollande n'a pas été élu pour continuer la même politique que Sarkozy. Le vote à court terme par le Parlement du traité européen renforce la politique d'austérité. La Cgt se doit d'occuper le terrain pour faire des propositions d'alternative politique et économique. Elle soutient la demande de référendum sur le traité européen de stabilité, la coordination et la gouvernance. Assistons-nous à un revirement du président Hollande quant à ses promesses ? Il nous demande deux ans de patience alors que les licenciements et autres plans sociaux continuent (Peugeot, Presstalis, entre autres). Marc souhaite que la Cgt défende son programme et ses revendications lors des négociations du sommet social. Il ne saurait être question de « claquer la porte » lors des négociations. Il est clair qu'un bloc Cfdt, Cgc, Cfte s'est constitué pour soutenir la démarche du « compromis historique » sur les conséquences sociales de la rigueur pratiquée par

l'Union européenne et l'exécutif national. Il faut nous opposer à l'adoption du traité européen qui inscrit la « règle d'or » comme principe d'austérité sans fin.

Il évoque également la tenue du 50^e congrès de la Cgt au cours duquel nous devons développer les propositions de la Filpac. Nous sommes pour un contrat social et pour une loi.

Plus que jamais les orientations du dernier congrès de la Filpac-Cgt sont d'actualité, à savoir mobiliser pour une transformation sociale, le parti pris de l'avenir. Se battre

peut-être mais c'est toujours aussi compliqué. Des droits nouveaux ? Faisons d'abord vivre les droits existants. La Filpac doit s'engager avec ceux qui veulent changer la société. Nous devons dire ce que nous voulons. Le patronat de la presse a anéanti ce qui était historique dans notre branche, à savoir le paritarisme. Plus d'argent, plus de possibilité de négocier des départs avec « prime ».

Le bilan sur la journée de grève dans la presse du 5 juillet est plus que globalement positif. Dans le labeur, la Filpac proposera comme base de négociation une grille de classification évolutive en pourcentage par qualification.

Ont également été évoqués les besoins de solidarités dans les luttes, le comportement du ministre Montebourg, Paris Normandie. Un camarade se demande si la mise en place du bureau fédéral se fera avant le prochain congrès de la Filpac.

Pour nous, représentants de l'Ufr au CEN, il est toujours délicat d'intervenir dans ces débats.

Les retraités ont-ils de la chance ? Pas de licenciement, pas de valise à négocier, nous avons encore des augmentations annuelles de la pension, la vie est belle ? S'il est vrai que nous ne faisons plus partie du monde du travail, nous en sommes dépendants et pas indifférents à ce qu'il s'y passe.

Nous avons l'avantage de la mémoire, et quand aujourd'hui on parle de compétitivité, cela rappelle l'époque de la chasse au gaspi. Par exemple, dans la fabrication d'une voiture, le coût de main-d'œuvre oscille entre 6 et 10%. C'est bien le **système qui est malade**, non ?

Par contre, nous avons le droit de vote et pouvons intervenir dans le domaine politique et social.

Je pense que Hollande a été élu par défaut. C'était : tout sauf Sarko. Au fait, une partie de la bourgeoisie avait-elle intérêt à ce que Sarko remporte les élections ? N'est-il pas alors plus facile



contre ceux qui spéculent sur un affaiblissement de la Cgt. La Filpac-Cgt sera présente au forum social de la fête de l'Humain.

Plusieurs thèmes ont été abordés lors de ce CEN. Nos résolutions d'avant les vacances sont-elles toujours d'actualité ?

La problématique : austérité/compétitivité/emploi

Les licenciements

Le parti pris de l'avenir

Tâches à réaliser pour se placer en position action...

Près de 25 camarades sont intervenus lors du débat et ce aussi bien sur la situation politique qu'économique.

Force est de constater que, globalement, les soucis rencontrés au quotidien prédominent et prennent souvent le dessus sur les causes et l'analyse politique de la situation actuelle. Des camarades se sont interrogés : « Le patronat a-t-il changé depuis les élections ? ». La méthode





e la Filpac - 13 septembre 2012

DANIEL MULLER

d'être confronté à la social-démocratie ? Aujourd'hui, c'est tout sauf les idées du Front de gauche. Il est important d'être avec ceux qui ont les mêmes préoccupations sociales et sociétales. Attention, le FN est en embuscade et la population n'est pas insensible à son idéologie.

Les retraités vont manifester le 11 octobre. Cette "manif" sera intersyndicale malgré les divergences qui nous opposent aux autres syndicats. Nous avons des problèmes de pouvoir d'achat, il faut savoir qu'il y a des retraités qui touchent moins de 900 € par mois, nous revendiquons la prise en charge de la perte d'autonomie, entre autres.

Les retraités font vivre l'économie et le pouvoir d'achat est central dans cette optique.

Nous sommes prêts, si les actifs en font la demande, à prendre notre place et rien que notre place dans les luttes qu'ils mènent. Encore faudrait-il que les collectifs syndicaux aient le réflexe de faire appel à nous.

Cinq assemblées des délégués de la presse : PQR-PQD, PQN décentralisées en région vont se tenir dans les prochaines semaines.

Le 25 septembre, à Saint-Girons, aura lieu une manifestation pour anticiper les objectifs du groupe Schweitzer-Mauduit.

La Filpac-Cgt sera présente et appelle tous ses syndicats, en particulier ceux du Sud, à venir manifester leur solidarité ce jour-là et à participer à toutes les initiatives de défense de l'emploi et du cadre de vie sur les sites du groupe.

La Filpac-Cgt est signataire de l'appel des sept fédérations Cgt pour la journée d'action du 9 octobre.

**Il est important
d'être avec ceux qui
ont les mêmes
préoccupations
sociales et sociétales**

Une note sur la situation de la syndicalisation entre 2009 et 2011 nous a été remise. Il apparaît une érosion des effectifs de la Filpac-Cgt (- 9,29%). La région Ile-de-France représente 54% de l'ensemble de la perte. Pour l'Ufr, la perte est de 14,21%, soit 479 syndiqués*. Le papier-carton, par contre, progresse légèrement.

La fédération continue de perdre des syndiqués en nombre, même si le

rythme est ralenti par rapport aux années précédentes. Un frémissement de renforcement apparaît dans certaines régions.

À noter la difficulté de rentrée des cotisations. À ce jour, nous accusons un retard inquiétant qui risque de mettre en difficulté financière la fédération.

Une note sur le 50^e Congrès de la Cgt nous a été remise. Il y aura, par région, des débats autour des documents de congrès. La désignation et le rôle du délégué ont été précisés afin que puissent se tenir des débats riches dans toutes les structures de la Cgt.

Une rencontre des élu(e)s et mandaté(e)s aura lieu les 17 et 18 octobre à Montreuil, la Cgt souhaitant placer les élus et mandatés au cœur de l'action syndicale.

L'importance des élections TPE qui se tiendront du 28 novembre au 12 décembre a été rappelée. Cette élection étant une première pour ces salariés, chacun peut en mesurer l'enjeu et celui de la représentativité syndicale. A nous de mobiliser en premier lieu dans notre entourage.

Une résolution du CEN a été votée. ■

* À partir des informations de Cogetise, de 2009 à 2011, l'Ufr accuse une perte de 6,5 % de syndiqués. L'année 2011 n'est pas encore clôturée et plusieurs sections n'ont pas encore réglé leur dette. Entre autres l'Ufict (171 adhérents), qui n'a réglé aucune cotisation pour 2011 et 2012.

ÉTAT DES 3 ANNÉES
2009 = 3370 adhérents, 33695 timbres réglés
2010 = 3233 adhérents 34873 timbres réglés
2011 = 2991 adhérents 29653 timbres réglés. Pas clôturée.
Pour ces 3 années, ce sont 379 adhérents que nous risquons de perdre ; si nous ne récupérons pas les cadres.





Conseil national de l'Ufr - 1

PAR JEAN PIERRE G



Intervention de Jack Dordhain en ouverture au débat :

(Le texte qui suit n'est pas celui de son intervention, mais la reprise d'idées fortes qu'il a exprimées)

Il fait état des changements importants survenus à tous les postes du pouvoir, du sommet de l'État à la Chambre des députés et du Sénat, où les socialistes règnent en maîtres, et cela, en principe, devrait faciliter la prise en compte des besoins du plus grand nombre des citoyens, de la « classe ouvrière ».

« Le changement, c'est maintenant », tel était le slogan lancé pendant la campagne pour les élections présidentielles.

Ce que nous étions en droit d'attendre : Un partage des richesses et une fiscalité plus équitable ;

Une fraude fiscale sévèrement combattue, un pouvoir d'achat rehaussé permettant une relance de la consommation, donc de l'activité économique générant de l'emploi qui, en réduisant le nombre des chômeurs, permettrait de réaliser des économies tout en augmentant les rentrées de cotisations dans les systèmes de prévoyance sociales et de santé ; Des retraites revalorisées pour compenser les pertes de pouvoir d'achat des retraités.

« Le changement, c'est maintenant », Et pourtant, rien ne bouge, le pouvoir d'achat en berne ne sera pas chamboulé par une insignifiante augmentation du Smic, les plans sociaux, les réductions d'emplois par milliers, la réduction du parc et des outils industriels français ne

permettront pas de relancer l'emploi et de combattre le chômage.

Un patronat de combat qui ne concède rien, mais qui, au contraire, en demande encore plus, qui entend rogner tant qu'il peut dans les droits et les conquêtes ouvrières. La présence « massive » des représentants du pouvoir à l'université d'été du Medef ne va pas modifier les comportements patronaux à l'égard du salariat mais les accentuer.

« Le changement, c'est maintenant »

L'austérité comme remède à une crise dont les peuples ne sont en rien responsables n'était pas l'espérance des électeurs qui ont mis en place ce nouveau pouvoir. Voter oui pour valider le TSCG, pacte de stabilité budgétaire, une preuve supplémentaire de l'allégeance de nos élus au capital et à son bras armé, la finance. Voter oui, c'est abandonner au capital la gestion des États, c'est l'abandon d'une gestion démocratique des pays concernés.

Économiquement absurde, socialement insupportable, démocratiquement inacceptable

Les retraités, ces nantis.

Rapport de la Cour des comptes : les retraités ne participent pas à l'effort national, ils bronzent pendant que d'autres s'échinent pour des salaires inférieurs aux pensions versées.

Que préconise ce rapport :

- Suppression de l'abattement de 10% sur le revenu déclaré.
- Suppression de la majoration pour avoir élevé trois enfants.

- Suppression « à terme » des ristournes sur la taxe foncière et taxe d'habitation.

- Augmentation de la CSG pour atteindre le niveau de cotisation des salariés actifs.

- Suppression des exonérations de cotisations sociales pour les retraités employeurs (ex : emploi d'une aide à domicile).

- Soumettre les pensions aux cotisations d'assurance maladie.

Aujourd'hui, 940000 personnes sont au minimum vieillesse, plus de un million vit en-dessous du seuil de pauvreté, combien demain avec ces mesures ?

Les médias sans vergogne diffusent cette information tronquée, génératrice d'un positionnement générationnel antagoniste. Une fois encore, on tente d'opposer les jeunes de notre pays aux retraités.

Même si nos gouvernants, la main sur le cœur, affirment ne pas modifier les règles de fiscalité en 2013, en ce qui concerne les retraités, ils n'en déclarent pas moins que l'idée ne les choque pas et qu'après tout, cela peut constituer une voie de réflexion pour les années à venir.

Ces mesures préconisées interviennent après la suppression de la demi-part pour le calcul de l'impôt sur le revenu ou encore le gel des tranches d'impôt qui ont eu comme effet l'augmentation conséquente de l'impôt, ou l'imposition pour des milliers d'autres, alors que dans le même temps, les pensions et retraites n'ont pas bénéficié d'augmentation conséquente depuis des années.

Il est plus qu'urgent que les retraités se fassent entendre.

Pour ce faire, le 11 octobre prochain, partout en France et devant l'Assemblée nationale à Paris, l'Ucr-Cgt appelle les retraités salariés à manifester pour rejeter le rapport de la Cour des comptes, interpeller et exiger un véritable cadre de négociations du gouvernement sur trois revendications urgentes :

- Le pouvoir d'achat.
- Une véritable loi sur l'aide à l'autonomie dans le cadre de la Sécurité sociale.
- L'accès aux soins.





Ufr - 18 et 19 septembre 2012

AN PIE RRE GHIOTTO

DÉBAT :

TSCG (Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance de la zone euro)

Plus connu sous le nom de « Pacte budgétaire »

Le débat s'est tout de suite engagé sur le traité (TSCG) et les camarades regrettent amèrement que la « gauche » au pouvoir ait déjà oublié qui l'a mise à ces postes, elle a oublié que ce sont ceux qui voulaient « rompre » l'austérité qui lui ont accordé leur confiance. Il faut donc nous rappeler au souvenir des élus, leur écrire, les rencontrer, manifester dans leurs permanences pour exprimer notre mécontentement. La question d'un référendum est venue dans le débat, considérant que le vote parlementaire sur une question aussi importante était une entorse au déroulement démocratique.

L'acceptation de ce traité étant lourde de conséquences sur la vie des citoyens, si l'on peut encore appeler « citoyens », des gens qu'on ne consulte pas.

Comment faire pour lutter contre cette iniquité ?

Cette question a fait l'objet d'une discussion importante ; les organisations, les partis politiques, les associations, les syndicats qui s'engagent pour le refus du TSCG ont été évoqués.

Ce qui a amené dans la discussion le positionnement de la Cgt dans cette affaire. Si la CES (Confédération européenne des syndicats) prend position contre ce traité et le fait savoir, la Cgt fait de même, mais n'appelle pas à des actions importantes pour le combattre durement.

Manifestation contre le TSCG du 30 septembre 2012

Le conseil national de l'Ufr-Filpac a pris position sur ce sujet et a appelé à rejoindre les signataires de cet appel par un vote à l'unanimité des camarades présents.

Accomplir un travail d'explication :

Si nous réclamons un référendum, il nous faut engager un travail d'explication auprès des citoyens dont certains ignorent sur quoi porte ce nouveau traité, quand ils

n'ignorent pas carrément son existence. Si nous n'obtenons pas de référendum, le travail d'explication, le contact avec nos syndiqués, nos amis, nos voisins reste incontournable pour démontrer la nocivité d'un traité que nos élus s'approprient à voter à notre détriment.

Syndicalisation des retraités Continuité syndicale

La syndicalisation est en baisse, alors que le nombre des retraités est en augmentation et que la durée de vie s'est allongée.

Nous retrouvons pourtant beaucoup de retraités dans les secteurs associatifs où ils constituent bien souvent le gros des troupes des bénévoles. Ce qui au passage, démontre que loin d'être inactif, un retraité fait autre chose, autrement.

Comment inverser cette tendance qui au fil des années affaiblit nos organisations ?

La différence d'âge chez les retraités est aussi un élément dont il faut tenir compte, et les plans de départs anticipés dans les entreprises accentuent encore davantage cette situation. Il convient donc d'adapter nos pratiques syndicales pour ne décevoir personne et les attirer dans nos syndicats.

Garder le contact

Beaucoup de nos camarades pensent qu'il est nécessaire de garder le contact avec nos retraités, une simple communication d'information suffit pour ne pas rompre un lien qui nous apparaît fragile.

Les retraités ne le feront pas seuls

Laisser aux seuls retraités la tâche de syndicaliser chez les retraités est une vue de l'esprit, si les camarades actifs, eux-mêmes futurs retraités, ne s'investissent pas un tant soi peu dans cette action de syndicalisation.

Les comités d'entreprises, les commissions de retraités, l'expression des responsables syndicaux sur ce sujet sont des lieux et des moyens pour ancrer dans les esprits la nécessité d'être syndiqués chez les futurs retraités.

La continuité syndicale est l'avenir du syndicalisme

N'oublions pas que les retraités sont aussi des électeurs, si cette fonction a encore un sens dans une Europe soumise au capital. Même si elle est moindre, la cotisation du retraité alimente les structures syndicales au même titre que celle d'un actif, et contribue à donner à notre outil syndical les moyens de ses luttes et de son existence.

Allongement de la durée de vie :

L'allongement de la durée de vie a fait l'objet d'un débat, car plus les gens vivent longtemps, la mise en place des départs anticipés, des plans de licenciements et autres trouvailles patronales, entraînent des décotes et autres pénalités dont l'objectif est d'amoinrir le niveau des pensions.

Les retraités se retrouvent avec moins de ressources pour vivre, ce qui les conduit vers les seuils de pauvreté quand ils ne les dépassent pas.

Dans ces conditions, l'argumentation d'une espérance de vie accrue nécessitant la recherche de solutions économiques bat de l'aile, pour assurer dans l'avenir le versement des pensions. Nous assistons à un retournement de tendance dû à l'appauvrissement des populations, qu'elles fussent actives ou retraitées.

Dès que les conditions d'existence se durcissent, on constate un recul de l'espérance de vie.

On l'a constaté en Allemagne chez les salariés les plus faibles économiquement.

Autonomie et dépendance

Le thème « Vivre longtemps, mais vivre en bonne santé » a fait également l'objet d'un débat, la prise en compte de la dépendance dans les comptes de la sécu, sans recourir à un cinquième risque ou à une taxe supplémentaire de 0,15% sur l'impôt sur les revenus, pour les retraités qui sont imposables.

UCR

Lors des travaux de la commission exécutive de l'Ucr, ont été abordés les problèmes de syndicalisation chez les retraités, de leur « affinité » syndicale. La volonté exprimée d'une société pour tous les âges, ce qui suppose un autre regard sur la vieillesse tout ➤





Vivre longtemps, mais vivre en bonne santé...

► en remarquant que l'allongement de la durée de vie amène à des différences d'âge chez les retraités syndiqués qui ne sont pas sans poser quelques problèmes.

La représentation des retraités a été évoquée et il est clair qu'il y a un réel déficit de représentativité dans les instances nationales ou territoriales.

L'Ucr a changé de secrétaire général, Françoise Wagner ayant été remplacée par François Thierry-Cherrier.

Le pourcentage de la cotisation syndicale a aussi été évoqué et une proposition entraînant une modification des statuts de l'Ucr sur ce sujet sera présentée lors du prochain congrès qui devra se tenir en 2014 à Saint-Etienne du 24 au 28 mars.

Manifestation du 11 octobre 2012

Tout faire pour que cela soit un succès, d'autant que réussir à mettre en place une plateforme unitaire avec tous les autres syndicats de retraités n'est pas une mince affaire, preuve que la situation des retraités est critique et qu'il est temps d'agir et de se faire entendre.

Cette manifestation a lieu à Paris, pour celles et ceux qui peuvent rallier la capitale, sinon en local quand cela peut s'organiser. L'objectif étant de se retrouver devant la Chambre des

députés pour interpeller nos élus.

Ferpa (Fédération européenne des syndicats de retraités et des personnes âgées)

Un camarade demandant pourquoi des « personnes âgées », l'explication fournie est qu'il n'y a pas de syndicats de retraités en Allemagne, d'où, personnes âgées.

(Texte de présentation rédigé par la Ferpa)

« De nos jours, environ 70 millions de personnes en Europe ont plus de 60 ans, ce qui représente 3 à 4 électeurs sur 10. Ils ont contribué à la création de l'Union européenne grâce à leur travail et à leur engagement politique, social et syndical. Ils revendiquent dès lors leur droit à la participation active dans le processus décisionnel européen et ce, à tous les niveaux. Avec ses 10 millions d'affiliés, la Ferpa est aujourd'hui l'organisation la plus représentative des retraités et des personnes âgées en Europe. Elle coordonne sa politique avec celle de la CES, notamment en matière de sécurité et de protection sociale, plus particulièrement en ce qui concerne les pensions, les soins de santé, la lutte contre l'exclusion sociale et contre la pauvreté qui touche plus de 50 millions de citoyens en Europe, dont plus

de 16 millions sont des personnes âgées et des femmes âgées isolées. »

Congrès Ufr Filpac

L'Ufr essaiera de tenir son prochain congrès avant celui de la Confédération Cgt qui se tiendra en mars 2014. Rechercher un lieu où il pourrait se tenir, pourquoi ne pas le refaire à Nohan-le-Fuzelier ? Reste à fixer la date.

Souscription au journal l'Humanité

Rencontrant des difficultés économiques, le journal lance une souscription. Considérant l'aide apportée par ce journal dans la diffusion de nos luttes et de nos idées, le bureau de l'Ufr propose au conseil national d'acquiescer deux bons de souscription pour une valeur de 1000 €. Proposition mise au vote et adoptée à l'unanimité.

Participation d'un représentant des retraités au bureau fédéral de la Filpac.

L'objectif étant de se rapprocher des camarades actifs, se tenir au courant de la situation générale de la profession et de ses syndicats et défendre des intérêts communs, en écartant toute volonté de nous immiscer dans les décisions fédérales.

Un courrier envoyé est à ce jour resté sans réponse. ■ J.-P. G.



Guy Bretou du PCF, dev

Rapport de la commission financière et de contrôle de l'Ufr

Les membres de la commission se sont réunis le mardi 23 octobre 2012, de 14 h à 17h00, dans les locaux de l'Ufr, en présence de Lionel Duquenne, trésorier de l'Ufr.

Ils ont déploré le décès de Claude Desobry, membre de la commission, dont on pourra lire la nécrologie dans le prochain numéro.

Présents : Michel Benichou et Christian François.

Excusé : Michel Paquet (pour raison de santé).

Absent : André Carré

C'est par sondage que la commission a procédé au contrôle des documents comptables de l'exercice 2011 mis à sa disposition par Lionel Duquenne. Ce dernier a donné toutes explications et renseignements demandés.

La commission a apprécié le classement impeccable des pièces comptables. Elle n'a noté aucune irrégularité de quelque sorte que ce soit et, par conséquent, demande au Conseil national de donner quitus à notre camarade trésorier. Qu'il soit aussi remercié pour ses commentaires sur la bonne santé financière actuelle de notre Ufr.

Remarque personnelle du président de la commission : il serait peut-être opportun de demander à deux ou trois camarades d'intégrer cette commission qui se réunit une fois par an. En effet, un contrôle avec deux membres seulement, c'est un peu fastidieux...

Christian François, Président de la commission financière et de contrôle





Pour votre sécurité... stoppez cette direction !

Guy Bretout, élu depuis plus de trente-cinq ans, milite pour la sécurité des salariés. Il vient d'être sanctionné par la direction de deux jours de mise à pied les 23 et 24 septembre 2012 pour avoir refusé d'aller travailler sur la Coupeuse 14 à 2 personnes.

Dans le même temps, le même jour, les équipages de la C18 ainsi que celui de la C10 ont été mis en insécurité.

Le conducteur de la coupeuse 18 n'était pas habilité, le deuxième coupeur de la C10, n'avait aucune formation.



Guy Bretout (au centre), entouré de membres de la CGT et du PCF, devant les Papeteries de Condat. (Photo Danièle Willer)

Pourquoi a-t-il refusé d'aller sur la C14 ?

Pour des raisons de sécurité évidentes liées à sa personne, mais aussi à celle du salarié devant travailler avec lui dans ces conditions.

Parce qu'il n'a pas travaillé sur cette coupeuse depuis qu'elle tourne à deux au lieu de trois depuis plus d'un an et qu'il n'a pas eu de formation de recyclage pour travailler dans cette configuration, alors que chaque salarié travaillant sur plusieurs postes doit impérativement être recyclé au moins tous les trois mois selon la direction.

La direction préfère la sanction au droit à la formation, au droit au recyclage, au droit à la sécurité

Les élus du Comité d'Entreprise et du CHSCT confortés et s'appuyant sur le rapport d'expertise mentionnant qu'il est dangereux de faire fonctionner à deux cette coupeuse se sont majoritairement

opposés à cette nouvelle organisation.

La direction est passée outre, elle a préféré mettre les salariés en danger et les sanctionner s'ils sont récalcitrants aux risques et périls, tous ces faits sont liés à un manque de personnel selon la CGT, la direction optant délibérément pour la baisse de la masse salariale et la casse de l'emploi.

Ainsi pour remplacer le délégué qui refusait pour lui et ses collègues, elle a allègrement mis à ce poste un autre salarié, ni formé, ni habilité sur la C14, ce qu'elle a même reconnu lors de l'entretien préalable du 31 juillet dernier.

Après que nous ayons dénoncé ces faits et informé l'Inspection du travail, la direction a exigé que la maîtrise ne renouvelle pas cette situation, le salarié n'étant plus autorisé, comme par hasard, à aller sur cette coupeuse.

Les salariés de TRF ont massivement signé la pétition exigeant de la direction qu'il n'y ait pas de sanction.

Pour la CGT, tous ces faits et ces agissements particulièrement graves sont directement liés à la nouvelle organisation et à un manque évident de personnel, la coupeuse 14 aurait quand même été arrêtée pour cette raison, mais pour nos dirigeants, l'occasion était vraiment trop belle.

Régler son compte au secrétaire du syndicat CGT et tenter ainsi de couper court à toute forme de contestation

Il ne s'agit pas d'une affaire de personne, d'une saute d'humeur passagère de sa part comme tente de le faire croire la direction, mais bien d'une attaque en règle contre toute forme de contestation à sa politique du profit coûte que coûte.

Dans tous les ateliers et les services, nous sommes confrontés à ce manque de personnel, à cette mise en danger des salariés par cette direction qui fuit ses responsabilités.

Elle culpabilise et tente de faire assumer ses carences en faisant porter le chapeau aux salariés...

Le syndicat CGT, compte tenu de la gra-

vité des faits et de l'attitude de la direction sur la mise en danger des personnels, a pris la décision d'étendre la pétition à l'ensemble des salariés de l'entreprise.

On ne peut laisser un représentant du personnel, qui a toujours milité pour la sécurité des salariés, pour la défense de leurs revendications, pour l'emploi et les conditions de travail, servir d'exemple d'être sanctionné pour avoir mis en application, sur le terrain, ce que nous exigeons de façon permanente dans les instances représentatives lors des réunions avec la direction.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit pour la direction avec la poursuite des dérives. Remettre en cause les périodes de formation, de recyclage, pour, au pied levé, envoyer des salariés n'importe où, n'importe quand, en dépit des règles élémentaires de sécurité.

Pour elle, il s'agit d'étouffer les voix qui dérangent, de tenter de bâillonner l'organisation qui porte la voix et la colère des salariés, qui les rassemble dans la lutte pour la défense de leurs intérêts individuels et collectifs.

Depuis plusieurs mois le syndicat CGT, ses élus « montent au créneau » contre les suppressions de postes et la précarité de l'emploi, pour la sécurité, pour une formation professionnelle reconnue, pour le respect des temps de formation et de recyclage, forcément tout cela dérange.

Le rêve de cette direction au seul service des fonds de pension - qui n'a que faire du développement de l'entreprise et de ses salariés - c'est de poursuivre dans la casse et la précarisation de l'emploi, afin de disposer de salariés dociles et corvéables, susceptibles d'accepter des postes de travail au pied levé.

Après plus de 40 ans de bons et loyaux services et l'entreprise aux tripes, ils tenteraient de nous faire croire que Guy Bretout serait un bon à rien et un « tire-au-cul »...

Et si nous nous y mettions tous pour briser leur rêve, en nous mobilisant pour les mettre en échec, pour les stopper net dans leur comportement cynique et arrogant ?

Condat, le 14 août 2012 ■ R.Vallat





Salauds ! salauds ! salauds !

PAR René MAHAUD

Additionnons nos forces

en supprimant les divisions...

Je devais faire un papier sur la stigmatisation, par la Cour des comptes, des retraités, qui seraient des nantis, ladite cour se basant sur des études sérieuses qui montrent que la « moyenne » des revenus des retraités est supérieure aux revenus « moyens » des salariés.

Cette escroquerie intellectuelle qui consiste à tripatouiller les chiffres pour accoucher d'une saloperie tendant à opposer les anciens à la jeunesse mérite le mépris.

Je renvoie les lecteurs au communiqué de la CGT du 17 septembre 2012 (*Vie nouvelle* n° 171)

En demandant pardon à mon rédacteur en chef, je me suis tourné vers un autre pôle qui est aussi près de nos préoccupations d'anciens « ouvriers du Livre », j'aime cette appellation, car elle évoque une foule de réflexions d'hier et d'aujourd'hui.

Je suis consterné par le conformisme qui règne dans l'univers des médias, jamais il n'y a eu autant de moyens techniques au service de l'information, la transmission à la vitesse de la lumière, d'un bout du monde à l'autre bout, du moindre fait, incident, accident, de l'assassinat de madame X dans une rue de Schimblieue, en passant par les engelures du pied droit du président de Foutragonie, jusqu'aux résultats des élections du Boukistan, cette avalanche de faits divers devrait générer des commentaires nombreux divers et variés, or il n'en est rien, on assiste à une présentation convenue, aseptisée, formatée, surtout dans les médias télévisuels, mais aussi dans la presse dite d'information.

Qu'est devenu le noble métier de journaliste ? Qui décide de l'importance de telle ou telle nouvelle ?

On assiste à un bouleversement de la hiérarchie de l'information, ahurissant, on passe dans la même minute, surtout à la Télé, du prix du yaourt à la répression en Syrie suivie de la cueillette des fraises à Plougastel-Daoulas, en fait ce sont les agences de presse qui dictent la ligne, qui décident de ce qui doit être dit et ce qui doit rester dans l'ombre, rappelons que ces agences sont entre les mains de ceux qui détiennent le pouvoir économique, cette avalanche et ce galimatias empêchent une réflexion sérieuse, cette ligne éditoriale se retrouve dans la presse écrite, elle contribue à déboussoler le populo, c'est d'ailleurs le but recherché, le nouveau gouvernement serait bien inspiré de mettre son pif dans cette affaire, mais j'ai quelques inquiétudes sur sa volonté d'intervenir dans ce

domaine. Une fois de plus c'est à nous qu'il appartient de rappeler ces choses simples à double titre, en tant qu'anciens « ouvriers du Livre » et en tant que citoyens .

À cela vient s'ajouter un parti pris idéologique d'où est exclue la moindre objectivité, les portes-micros et autres perroquets répètent à l'envi « les heures supplémentaires... défiscalisées », les « investisseurs » deviennent des « créateurs de richesses » dixit Madame Parisot et Dassault devant le Sénat le 24 juillet, s'adressant au gouvernement, dans un plaidoyer pathétique et démagogique, je cite (*Si vous maintenez votre projet d'instituer en 2013, une tranche d'impôt sur le revenu à 75% vous arriverez à une spoliation pure et simple de tous ceux qui font vivre notre économie par leur travail, les grands cadres, les directeurs, les présidents, s'en iront*) fermez le ban !

Ce catastrophisme est entretenu et relayé avec complaisance par les médias, on voit apparaître de nouveaux maîtres à penser exclusivement tournés vers l'économie capitaliste, le sentencieux Lenglet, avec sa tête de premier de classe, qui décerne des notes à grand renfort de schémas, statistiques et autres pourcentages devant un Jufadasse extasié, de même l'agité du PAF Jean-Jacques Cros ou Donald Duke Chapel roi du pourcentage schématique et du tableau informatique.

Tous ceux-là et bien d'autres ne servent qu'un seul patron le **fric**, j'en ai parfois la nausée, à tous ceux qui méprisent les travailleurs qui ne sont dans leurs études qu'une variable économique taillable et corvéable à merci, je leur propose de réfléchir à cette question : quelle est la valeur d'un lingot d'or posé sur une table aujourd'hui et quelle valeur il aura dans un siècle ? Il n'aura pas changé ce sera toujours un morceau de métal, réfléchissez, si vous trouvez la réponse vous aurez tout compris.

Pour conclure, je n'ai rien contre les riches je voudrais seulement que la très grande majorité du peuple soit moins pauvre, pour ce faire, appliquons les rudiments de mathématique appris à l'école avec les quatre opérations en leur donnant un sens social.

Additionnons nos forces en supprimant les divisions
Multiplions les actions (pas celles de la Bourse !) en soustrayant les hésitations.■

Corbeil-Essonnes, le 12 octobre 2012

Au lendemain d'une manif qui en appelle d'autres

Eric Aubin Cgt :

Laurence Parisot, présidente du Medef qui a estimé que gouvernement, syndicats et patronat étaient tous « dans le même bateau » : «Elle est sur un yacht, nous on est sur une barque», a-t-il dit.





Pluralisme...

Marion D'ALLARD (Snj Cgt)

Refuser le démantèlement de Presstalis, c'est sauvegarder des emplois. **C'est aussi lutter**

La presse est en crise et son système de distribution plus que jamais mis en danger. Presstalis (ex-NMPP) distribue 75 % de la presse française, selon un système de péréquation qui garantit à chaque titre d'être diffusé partout en France. En gros, les titres les plus riches contribuent à la distribution des plus pauvres. Presstalis accuse aujourd'hui un important déficit. En 2011, le groupe Lagardère, qui détenait 49 % de Presstalis, a cédé ses parts pour un euro symbolique. L'entreprise devient alors une société par action simplifiée (SAS), détenue à 75 % par une coopérative des magazines, le reste par une coopérative des quotidiens. Cet été, la direction a annoncé un nouveau plan de restructuration qui prévoit la suppression de 1000 à 1250 postes, sur les 2500 que compte l'entreprise, ainsi qu'une recapitalisation à hauteur de 200 millions d'euros. Il est aussi question de supprimer des dépôts de presse, qui passeraient de 134 aujourd'hui à 64 en 2015.



Des solutions alternatives existent

Le Sglce dénonce la logique d'externalisation

Dès l'annonce du plan de la direction de Presstalis, fin juillet, le Syndicat Général du Livre et de la Communication Ecrite (Sglce-Cgt) a dénoncé la « **recette** » qui consiste à « favoriser des opérations de sous-traitance en transférant des activités vers des officines où la précarité est la règle ». Concernant la situation financière de Presstalis, le Sglce pointe « la responsabilité des éditeurs qui, en jouant d'une concurrence organisée, ont transféré massivement leurs titres aux MLP », mettant ainsi « en péril toute la filière ». Première propo-

sition du Sglce : « la mise en place d'une messagerie unique, fusion de Presstalis et des MLP ». Le Sglce revendique aussi « une augmentation de la contribution des éditeurs » et « leur engagement à confier leurs titres à Presstalis ». Enfin, il souhaite que les discussions s'appuient sur « une base offensive de maintien et de développement des activités au sein des diverses entreprises du groupe ».

Après d'âpres négociations entre les éditeurs-actionnaires et l'État, un accord de principe vient d'être trouvé. L'État s'est engagé à verser 60 millions d'euros en plus des 35 millions déjà prévus. Les éditeurs participeront quant à eux à

hauteur de 16 millions d'euros et les Messageries lyonnaises de presse (MLP), concurrentes de Presstalis, verseront 7,5 millions d'euros au titre de la péréquation sur la distribution des quotidiens. Ce qui a conduit le tribunal de commerce à prolonger, le 5 octobre, la mission de la mandataire nommée pour la mise en place du plan de restructuration. La situation reste néanmoins précaire, bien que des solutions existent. Il s'agirait, par exemple, d'adosser la messagerie à la Caisse des dépôts et consignations ainsi qu'à la Banque postale. Ou encore de fusionner Presstalis et les MLP, afin de créer un service unique de distribution de la presse. Les salariés de Presstalis, en lutte pour sauver leurs emplois, refusent le plan de suppressions de postes. D'autant que cette saignée s'ajoute à une série de baisse d'effectifs via, entre autres, le non-remplacement des départs en retraite. De la survie de Presstalis dépend celle de nombreux quotidiens et, donc, celle du pluralisme. Pérenniser un système de distribution équitable s'impose comme une impérieuse nécessité, afin de garantir à chacun le droit fondamental à une information diversifiée. ■

Fraudes à la Sécu :

Les entreprises trichent aussi

- En 2011, les caisses de Sécurité sociale ont détecté près de 479,5 millions d'euros de fraudes, soit 22 millions d'euros de plus qu'en 2010.
- Surtout, elles se sont rendu compte que la responsabilité en incombait principalement à des entreprises qui ne jouaient pas le jeu.
- Avec 219,6 millions d'euros de redressements pour travail dissimulé, celles-ci atteignent presque la moitié des fraudes constatées.
- Les faux arrêts maladie n'ont, eux, coûté « que » 6,4 millions d'euros.
- Quant à la branche vieillesse, elle enregistre 14,4 millions d'euros de fraudes.

La souffrance au travail en quelques chiffres

- Le nombre de maladies professionnelles a augmenté de 8,7 % entre 2008 et 2009

Cancer

- Près de 2.4 millions de travailleurs français sont exposés chaque jour à un ou plusieurs facteurs cancérigènes.

- 13000 à 30000 nouveaux cas de cancer par an seraient liés au travail, soit 4 à 8,5% du nombre total de cancers.

Troubles musculo-squelettiques (TMS)

37728 cas de TMS ont été indemnisés par la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (Cnamts) en 2009.

- Les TMS représentent 80 % des maladies professionnelles reconnues.

Risques psychosociaux (stress, harcèlement, dépression, suicide)

- Pas de chiffre global connu.
- Selon la Cnamts, 107 décès par suicide ont fait l'objet d'une demande de reconnaissance au titre des accidents du travail entre janvier 2008 et décembre 2009. En 2007, le Conseil économique et social estimait entre 300 et 400 le nombre annuel de suicides liés aux conditions de travail.

Sources : Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés (Fnath):





Actualité

Les préposés au pédalo

PAR Bernard ENGGASSER

En fouillant dans mes archives, le hasard m'a mis entre les mains le mensuel de notre Union départementale daté de mai 1981. Dans un des articles, il est fait référence au journal *le Matin* (1)

Après le 10 mai, date de la victoire de François Mitterrand aux présidentielles, les positions de la Cfdt ne cessent d'étonner les commentateurs de l'actualité : « *A quoi joue la Cfdt, s'interroge le Matin du 19 mai, ses dernières propositions immédiates : 10% de plus pour le Smic, les 35 heures dans 5 ans, gênent tout le monde jusqu'aux socialistes qui s'apprêtent à gouverner et à mettre le Smic à 2900 F ou 3000 F en quelques semaines. Certains dirigeants socialistes, poursuit le Matin, expliquent qu'ils choisiront l'hypothèse basse qui correspond à la revendication cédétiste. Ce rabais éviterait de gêner la direction Cfdt qui aurait l'air de s'être montrée particulièrement timorée ou complaisante à l'égard du nouveau pouvoir, ce dernier offrant aux smicards, plus que la centrale de la rue Cadet (2) leur proposait* »...

1981-2012, il y a de la constance dans l'attitude des dirigeants de la Cfdt...

En effet, François Chérèque a devancé la décision du nouveau gouvernement sur le **Smic** en se décrétant comme

son « porte-parole ». Le 22 mai, dans *Paris-Match*, à une question du journaliste : « *la Cgt et FO demandent un Smic autour des 1700€ et vous ?* Celui-ci répondit : « *Ils ne croient même pas à ce qu'ils demandent ! (en désignant la Cgt et FO), ils savent très bien que c'est inatteignable* »...

Inatteignable, une hausse de 21% du Smic, dans cette France où elle avait été de 35% en 1968 et de 25% en 1981 !

La France produit, à euro constant, le double de richesse par rapport à 1981 (près de 2000 milliards) pour seulement 10% de population en plus, et elle n'a jamais été aussi riche...

Chérèque qui, lors des présidentielles, s'était érigé en professeur à l'égard de la Cgt, quant à son

indépendance, ne semble pas s'embarrasser de ce rôle de « copilote de pédalo » !

Au total, la revalorisation du Smic par le gouvernement à 2% aura été l'équivalent d'un coup de pouce de 0,6% ! Des cacahuètes !

Un pédalo cela peut tenir sur une mer calme, mais gare à ce qu'elle ne devienne agitée !

Rendez-vous à la rentrée ! ■

(1) - *Le Matin* a disparu en 1987 (dépôt de bilan)

(2) - Siège de la Cfdt.



Il y a 220 ans,

« La Convention nationale décrète à l'unanimité que la royauté est abolie en France »

Suivent les signatures de Jérôme Piéton de Villeneuve, Président, Jean-Pierre Brissot de Varville et de Marc David Alba Lassource, secrétaires de séance, tous membres de la Convention.

Le 21 septembre 1792, ce décret met fin à la longue décadence du pouvoir monarchique amorcée en 1789. Après que les femmes et les ouvriers parisiens, en octobre, aient ramené le roi et sa famille de Versailles aux Tuileries, Louis XVI est prisonnier du peuple de Paris, qui contrôle le pouvoir politique.



Malgré son serment de maintenir la Constitution prononcé le 14 juillet 1790, Louis XVI souhaite rompre avec la Révolution. Il correspond secrètement avec les souverains étrangers pour solliciter leur aide militaire. La fuite de Varennes achève de discréditer la monarchie. Suite à une manifestation au Champ-de-Mars pour réclamer la déchéance du roi, la Garde Nationale, commandée par La Fayette, fait feu sur les manifestants. Avec la guerre déclarée à l'Autriche, l'Armée française désorganisée connaît ses premiers revers

militaires. L'insurrection du 10 août entraîne la suspension de Louis XVI et son incarcération au Temple et la convocation de la Convention nationale, élue au suffrage universel, chargée de rédiger une nouvelle Constitution. Le 20 septembre 1792, la victoire de Valmy sur les Prussiens a un retentissement considérable. Le lendemain, la Convention tient sa première séance et abolit la royauté.

Cette date est à marquer d'une pierre blanche. La République connut bien des assauts, des restaurations par les royalistes et leurs sbires, mais elle ne fut jamais abattue. La preuve c'est qu'elle continue !





Lettre à un camarade...!

Remise en mains propres lors de l'inauguration de la foire de Corbeil-Essonnes, le 5 septembre 2012.

Corbeil-Essonnes, le 2 septembre 2012

Monsieur René MAHAUD

À Manuel VALLS

Monsieur le Ministre

Cher ami

Cher camarade

Je sais que tes nouvelles responsabilités, dont je te félicite, mobilisent toute ton énergie, j'espère que tu en distrairas une partie pour me lire.

Je veux attirer ton attention sur l'urgence de concrétiser la victoire de la gauche.

*La première chose à faire sans attendre et sans hésitation est de prendre une mesure qui ne nécessite aucune mesure financière, aucune loi, qui nécessite simplement un peu de courage politique, cette mesure tient en peu de mots : **se donner les moyens de faire connaître le changement de politique.** Pour cela il faut mettre un frein à l'entreprise de décervelage initiée par tous les médias aux ordres des possédants, il ne s'agit pas d'interdire, mais de faire entendre les voix de gauche dans l'information. La colonisation des médias par l'UMP est indécente et préoccupante, on croirait que les élections n'ont pas eu lieu, que le nouveau président est absent, ainsi que le premier ministre, on prête des propos contradictoires entre ministres, la moindre nouvelle est aussitôt interprétée, les allégations concernant de soi-disant liens privilégiés des milieux financiers avec le couple Montebourg demandent une riposte vigoureuse et un « décorticage argumenté » des liens, bien réels ceux-là, qui unissent la bande « des Hauts-de-Seine » avec la haute finance et les médias aux ordres. Bref il y a urgence !*

Faire c'est bien, faire savoir ce qu'on fait c'est mieux !

Sur l'emploi. Le peuple attend un geste fort, concernant les manipulations des plus gros possédants qui liquident les entreprises qu'ils ont contribué eux-mêmes à mettre en difficulté.

Ce ne sont pas les tribunaux de commerce qui vont condamner les agissements de ces escrocs. Ils doivent rendre compte de leurs agissements devant la justice. Qu'ont-ils fait des subventions et remises d'impôts qui leur ont été consentis par les gouvernements précédents ?

Le changement, c'est maintenant et nous attendons !

Tout montre que la politique suivie, pas seulement par Sarkozy comme on voudrait nous le faire croire, mais par tous les gouvernements qui se sont succédé depuis 30 ans, accrochés à une fausse idée de l'Europe, tout montre que cette politique est désastreuse pour le peuple.

*Sur cette question aussi nous attendons que le peuple soit consulté sur la continuité d'une Europe entre les mains des mafias financières dont le credo est **le profit maximum**.*

Rien n'est facile et il ne suffit pas d'incantations pour changer les choses, mais aussi et surtout de courage politique, je sais que tu n'en manques pas et je te souhaite plein succès dans ton action et je souhaite qu'elle aille le plus loin possible dans le sens du progrès social et du respect des valeurs qui ont fondé la République.

Avec mes salutations respectueuses et républicaines.

René MAHAUD

*PS : Cette lettre est une initiative personnelle
cependant j'en informerai les instances où
j'exerce des responsabilités, notamment
le Bureau de l'Union fédérale des retraités FILPAC-CGT*





Europe d'hier ou Europe de demain ?

PAR Andrée KOLAR

Van Rompuy
Président permanent du ConseilBarroso
Président de la Com. européenneDraghi
Président de la BCEJuncker président de l'Eurogroupe
et son ami Moscovici

À l'instar des émigrés partis à Coblenze en 1789, la grande bourgeoisie n'a toujours rien oublié ni rien compris. Elle se croit toujours détentrice de la "Vérité Révélée" et considère toujours le peuple des travailleurs comme un troupeau de moutons à conduire à l'abattoir, trop bête pour protester d'abord et imposer la Révolution non armée ensuite.

C'est tout l'objet du fameux traité TSCG (traité sur la Stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire).

En effet, sur quoi repose-t-il ?

I - En ce qui concerne l'économie :

Sans jamais le dire, essentiellement sur la théorie des avantages comparatifs élaborée à la fin du XVIII^e siècle par l'économiste anglais autoproclamé David Ricardo.

Ce qui nous mène tout droit :

À tirer vers le bas tous les droits des travailleurs, salaires et protection sociale compris. En conséquence de quoi, on voit refluer immeubles en ruines et taudis de toute sorte habités, les ressources fournies par le travail étant beaucoup trop faibles pour permettre de payer des loyers en progression constante ;

À la multiplication des transports qui pourraient être évités, la production faite dans les pays à bas salaire devant être rapatriée pour être vendue dans les pays où la population en a besoin.

Ce qui est nuisible à l'environnement et fait renchérir la marchandise en augmentant encore la pauvreté dans les pays destinataires.

II - Sur le plan politique :

À pousser à marche forcée vers une Europe fédérale, qui

aurait l'énorme avantage, pour le grand capital, de noyer les pays où le peuple est rebelle à son système, en premier lieu la France et l'Italie, dans un conglomérat de 17 pays (la zone euro) et même de 27 (l'Union européenne au grand complet) jugé plus docile. D'où les pressions sur les gouvernements nationaux pour qu'ils ratifient de préférence ce traité au moyen du Parlement plutôt que par référendum. Celui de 2005 a laissé des traces. Ce qui explique d'ailleurs les pressions exercées pour empêcher les pays membres d'avoir recours au scrutin proportionnel, beaucoup plus juste, mais qui pourrait réserver des surprises désagréables pour les grands capitalistes.

Tout est fait dans ce traité pour museler le peuple, y compris dans le volet hâtivement ajouté sur la croissance.

En effet, dans sa dernière partie il vise à « assouplir les règles sur le marché du travail et à faire tomber toutes les barrières douanières ». Il y a là un œuf d'où pourrait bien sortir, une fois de plus, un conflit généralisé entre les institutions qui gouvernent l'Union européenne telle qu'elle est actuellement et les syndicats nationaux. Si jamais ce conflit était armé, quelle belle occasion de le résoudre à coups de drones et autres moyens de coercition fort peu démocratiques, mais, bizarrement, considérés comme « Humanitaire » ! Il faut encore une fois souligner que, sous couvert de stabilité financière et de coordination, ce projet nous mène tout droit au fédéralisme, fondé sur l'austérité (ça fait mieux que pauvreté !) imposée aux peuples. Il est le bébé de quatre personnes non élues : Herman Van Rompuy, président permanent du Conseil Européen, José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne (BCE) et Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe.

Sans s'étendre sur le fonctionnement financier de l'Union européenne actuelle, trop technique pour être





exposé ici en détail, à la lecture du traité et de son appendice sur la croissance (sans valeur juridique, donc non contraignant), on peut faire le constat suivant :

Tout, dans ce traité, consolide les dispositions actuellement en vigueur :

- La Banque centrale européenne n'est toujours pas autorisée à prêter directement aux États, ce qui fait que ceux qui empruntent doivent passer par les banques privées, qui prennent leur part des intérêts au passage, par la différence entre les taux d'emprunt, très bas, de la B.C.E. et les taux très élevés des banques qui prêtent aux États. Ce qui enfonce ceux-ci encore davantage dans les dettes et la soumission à la haute finance.

- La banque européenne d'Investissement fonctionne en fait comme le FMI, auteur des plans d'ajustement structurels qui ont réduit à néant l'indépendance des anciennes colonies.

Autrement dit, si on ôte à ce traité ses oripeaux rédactionnels, on aboutit à une négation totale de la démocratie et de la souveraineté du suffrage universel, et, via la construction européenne dominée par l'Allemagne, dans un monde où l'argent est le seul critère reconnu, à la soumission aux États-Unis, où siègent les banques et les fonds d'investissement les plus puissants, auteurs pour une grande part de la crise actuelle. Ça fera probablement le bonheur d'Obama, pas celui des 46 millions d'Américains vivant en dessous du seuil de pauvreté, ni celui des peuples dont les gouvernements capitulent devant la puissance des « lobbys ». Mais au fait, si les « lobbyistes » ne rencontraient pas parmi les dirigeants politiques des oreilles aussi attentives qu'intéressées, ceux-ci seraient-ils aussi puissants ?

Est-ce pour cela que tous les peuples européens, peuple allemand compris, ont compté dans leurs rangs, pendant la Seconde Guerre mondiale, tant de volontaires qui ont subi le pire, mort incluse pour certains, dans l'espoir d'un monde plus juste ? Allons-nous les oublier et dire comme la plupart des petits-bourgeois d'alors : **“on n'y peut rien, ils sont trop forts”**... et courber l'échine ?

Morts ou vivants, leur force a mis les nazis dehors. Vingt ans plus tard, de Gaulle, un homme de droite dont je ne partage pas, à l'évidence, toutes les idées, a sommé Washington de

faire passer les forces américaines stationnées en France sous commandement français ou de déguerpir. Ils ont déguerpi, et, le 7 mars 1966, la France quittait l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique nord). M. Sarkozy s'est d'ailleurs empressé de l'y faire revenir. Ce n'est pas une raison pour que cela dure. En tout cas, la preuve était faite, en 1944-45 et en 1966, que, quelle que soit la force de l'occupant, un peuple résolu peut s'en débarrasser. Si de Gaulle n'avait pas eu le peuple français derrière lui sur le sujet, il n'aurait pas pu le faire. Il y a d'ailleurs eu une suite à cela : l'OTAN ayant déménagé à Bruxelles, la construction européenne pro-capitaliste en a fait autant. Et nous laisserions faire ce que la haute finance nous concocte aujourd'hui ? Oui, un autre monde est possible ! Comment ? Je n'en sais rien. Le plus

difficile est de mobiliser, comme en juin 40 et par la suite. Un désir d'une autre société monte, lentement mais sûrement. La conscience de classe renaît. La CES (Confédération européenne des syndicats) est devenue offensive. Elle a voté lors de son comité exécutif des 5 et 6 juin 2012 une résolution très claire, avec des propositions très justes pour un contrat social pour l'Europe. Le 20 juin 2012, les jeunes socialistes ont publié dans *Libération* une tribune commune pour une autre Europe, sociale et égalitaire pour tous. Attac et la Fondation

Copernic, avec d'autres associations, ont publié dans *l'Humanité* du 20 juin 2012 une lettre ouverte à François Hollande demandant l'organisation d'un débat, tranché par un référendum, sur le thème : “Non au Pacte budgétaire, pas d'Europe sans citoyens”.

Il existe aujourd'hui un très bon moyen de faire connaître la vérité sur le TSCG : Internet. Puisque les grands médias aux mains de la finance ignorent l'opposition à ce traité et n'invitent dans leurs pseudo-débats que ses partisans, que ceux d'entre nous qui sont internautes s'en servent.

**ROMPONS LE SILENCE CONSENSUEL !
On verra bien ce qui en sortira ! ■ A.K.**

Texte du Tscg publié dans

l'Europe des peuples nous appelle ! P. Le Hyaric, éd. l'Humanité, 5 euros

Rompons
le silence
consensuel !

On verra bien
ce qui en sortira !

Le 6 mai 1992, François Hollande député, déclarait à la tribune de l'Assemblée nationale

« C'est parce que nous avons accepté la mondialisation que nous sommes aujourd'hui soumis à des contraintes monétaires, budgétaires, financières.

Dès lors, le seul débat qui compte, c'est de savoir si nous acceptons les règles du capitalisme international ou si nous ne les acceptons pas. Si nous entrons dans le jeu de la mondialisation, alors ces contraintes financières, monétaires et, subsidiairement, européennes s'imposent. »

En d'autres termes, l'Europe ne saurait être qu'un sous-produit de la mondialisation libérale.





Actifs et retraités...

... *Il est temps de se resaisir !*

PAR Michel TECHE *

L'exposé de la situation de notre profession qui va suivre ne peut laisser personne indifférent, que ce soit des salariés(es) de l'industrie graphique ou d'autres professions dont beaucoup sont touchées comme la nôtre. Ne pas s'émouvoir ou se révolter reviendrait à dire que le présent et l'avenir de nos industries, de nos enfants et petits-enfants laisseraient indifférents(es) celles et ceux, salariés(es), qui créent les richesses de notre pays. Je ne peux y croire, je sais que beaucoup s'émeuvent et ressentent une révolte intérieure, mais en pensant que quoique nous fassions rien ne pourra changer tellement le patronat et les médias ont matraqué sur des fausses idées que cette situation serait irréversible, que toutes luttes ne serviraient à rien et que devant cette soi-disant fatalité il n'y aurait plus qu'à renoncer et accepter les diktats de la haute finance internationale et du grand patronat qui en profitent pour remettre en cause tous les acquis sociaux obtenus par le Conseil national de la Résistance en 1945 et par les luttes des syndicats et les partis politiques progressistes, c'est-à-dire ceux qui remettent en cause la nature même du capitalisme.

L'histoire nous démontre tout le contraire sur les possibilités que nous avons à changer les choses et parfois dans des conditions beaucoup plus difficiles qu'aujourd'hui, je pense à toutes les luttes des deux derniers siècles, mais en particulier à celles qui se sont déroulées pendant la première et la Deuxième Guerre mondiale qui nous ont permis la liberté, plus de démocratie, le droit syndical, la protection sociale, les conventions collectives, etc... au prix de combien de morts et de souffrances physiques et morales. Cette histoire contemporaine nous montre que lorsque le peuple est uni, il peut réaliser de belles et grandes choses et faire reculer les rapaces de tout poil, cela s'appelle le **rapport de forces**, il ne vient pas seul, il se construit partout à l'entreprise, dans la cité et au niveau du pays. Toutes les forces vives sont aujourd'hui touchées de bas en haut de l'échelle, c'est donc ensemble que nous devons nous rassembler pour

stopper la décadence de notre société et en construire une autre capable de plus de justice sociale, de liberté et sur l'ensemble de ces sujets, le monde syndical à son mot à dire et je dirai même qu'il est incontournable.

Le capitalisme et sa société ultra-libérale nous en montrent bien la nécessité dans la crise actuelle, ses aboutissements et sa logique inhumaine qui fait des riches de plus en plus riches et des pauvres de plus en plus pauvres !

Alors allons-nous continuer à aller droit dans le mur ?

Voici, en quelques chiffres, la situation dans l'imprimerie de Labeur

En sachant qu'en 1990 nous étions encore 130000 salariés cotisants à la CARPILIG et au Groupe LOURMEL et que nous ne sommes plus en 2012 que 70684 salariés(es). Ce qui veut dire qu'en l'espace de vingt ans la profession a perdu 59316 salariés(es) et, à la vue des informations que nous avons, l'hémorragie ne s'arrête pas !

Le nombre de retraités (es) est de 137541 c'est dire la dégradation de la situation ainsi que celle des comptes de la CARPILIG Retraite au regard des 70684 salariés(es) qui cotisent ?

En fonction de ces données la Carpilig-Retraite perçoit annuellement en cotisation 175 604 000 euros alors qu'elle doit en prestation, les pensions de retraite, pour 549 193 000 euros. La Fédération ARRCO compense donc la Carpilig pratiquement de 8 mois par an pour que celle-ci puisse payer toutes les pensions des retraités(es) de la profession. Cela ne justifie aucunement de s'orienter vers la retraite par capitalisation, car elle coûtera beaucoup plus cher aux salariés pour percevoir peu au moment de la retraite, elle cassera la solidarité existante pour la Sécurité sociale et la retraite par répartition.

Au niveau des entreprises il ne reste que 6590 entreprises avec un personnel qui cotise, soit 3,5% de moins qu'en 2010 et 8560 entreprises adhérentes qui n'emploient pas de personnel et qui sont aussi en diminution de 3,95% par rapport à 2010.

Si les nouvelles technologies ont fait disparaître des métiers et des emplois,

elles ne sont pas complètement responsables de ce gâchis, car elles ont créé d'autres métiers et d'autres emplois, tout dépend comment elles sont utilisées ! Pour qui et pour quoi ? Les nouvelles technologies sont souvent utilisées dans les discours pour cacher les délocalisations qui vont bon train ! Exploiter sans vergogne les peuples de Madagascar (40 euros par mois sans protection sociale, sans conventions collectives, sans retraite, sans droit syndical) de l'Ile Maurice, de Roumanie, de Chine, de Taiwan et j'en passe, pour répondre aux appétits financiers des grands actionnaires et mettre au chômage, et pour certains dans la misère, un grand nombre de salariés en France et en Europe, voilà ce qu'est capable de faire le capitalisme en laissant à l'État et à la collectivité le soin de s'occuper de la misère, des chômeurs. Au capital d'empocher les profits, au peuple et à l'État de payer la casse et les déficits.

Partant de cette politique néfaste qui fait partie de la loi de la jungle, il est évident que toutes les caisses concernant la protection sociale se portent mal(chômage, bas salaire, précarité, exonération de cotisations, etc.) Les retraités(es) ne sont pas des nantis, les nantis ce sont les patrons du CAC 40 et d'autres, les actionnaires dont la seule loi qui vaille est le profit pour le profit. Les salariés qui créent les richesses sont de plus en plus mal payés et le patronat demande encore une baisse du coût du travail. Voudrait-il nous amener au niveau des pays cités ci-dessus ? Et pourtant, tout est fait pour opposer les salariés, les jeunes aux retraités, le « diviser pour régner » est toujours à l'ordre du jour, il suffit d'avoir un peu de réflexion pour ne pas tomber dans le piège et de tous s'unir pour dire ça suffit, y compris à un gouvernement de gauche !

Devant cet infernal et odieux système, la pauvreté explose ;

- De juillet 2010 à juillet 2011 le prix de l'énergie a augmenté de 23% dont plus de 15% pour le gaz et plus de 7% pour l'électricité !





- Par contre zéro coup de pouce pour le SMIC ;
- 133 000 personnes sans domicile ;
- 85 000 personnes vivent dans des constructions provisoires types mobile-home ;
- 3,2 millions de personnes vivent dans des logements surpeuplés ;
- 1,2 million de personnes sont en attente de logements sociaux ;
- 3,8 millions de personnes sont en situation de précarité énergétique. (Chiffres ARRCO) ;
- 1,3 million de personnes rencontrent des difficultés pour payer leur loyer.
- 29% des Français ont renoncé à des soins en raison de problèmes financiers. Ils n'étaient que 11% en 2009 et 13% en 2010. (Merci Sarkozy) Seule la Pologne a fait pire avec 36%. Pas de quoi être fiers !

Comme les hommes politiques aiment à le dire, soyons pragmatiques !

La dette publique est de 1800 milliards d'euros et les intérêts de cette dette s'élèvent à 48,8 milliards par an soit plus que le budget de l'enseignement scolaire qui représente 45,5 milliards. Mais pourquoi donc la Banque Centrale européenne prête de l'argent aux banques privées à 1% et pas aux États à ce taux ? Tout simplement pour

que les banques privées qui elles prêtent à nouveau à des taux entre 5 et 8% aux États se fassent le maximum de fric pour payer les actionnaires et quand il y a dette c'est le contribuable qui paie la facture !

En 2011, il y a eu 390 milliards d'euros de dépenses alors que les recettes, après tous les cadeaux faits aux plus riches, ont été de 365 milliards d'euros soit 25 milliards à nouveau de déficit.

- La Cour des comptes dit que la fraude fiscale représente 25 à 30 milliards d'Euros en 2011 et que les niches fiscales s'élèvent à 70 milliards d'Euros.
- Selon un rapport du Sénat, l'évasion fiscale s'élève entre 30 et 50 milliards d'euros.
- Faites les comptes, c'est pratiquement 130 milliards d'euros qui n'entrent pas dans les caisses de l'État, de quoi rendre le budget 2011 excédentaire, mais qui vont rester dans les poches des riches, car ce sont eux les fraudeurs et c'est aux plus pauvres que l'on va demander de payer et de serrer un peu plus la ceinture !

Soyez rassuré, les patrons des grands Groupes vont bien, ils ont augmenté leurs rémunérations de 34% en 2010 en

pleine crise économique représentant en moyenne 244 fois le SMIC !

Le PDG de L'Oréal a perçu une rémunération totale de 10,7 millions d'euros, soit l'équivalent de 637 SMIC brut, en clair il gagne 29 135 euros par jour !

Le patron de LVMH a gagné 9,7 millions d'euros. Rien pour les salariés (es) de Sephora.

Le PDG de Renault a empêché lui aussi 9,7 millions d'euros.

Le Groupe TOTAL a fait 12,3 milliards de bénéfice, les actionnaires vont recevoir 5,161 milliards d'euros, et TOTAL ne paiera que 1,2 milliard d'euros d'impôts. Ça donne le vertige et j'arrêterai la liste c'est juste pour avoir un aperçu.

Allons-nous continuer encore longtemps cette politique qui n'amène que l'appauvrissement des Peuples ? Pour en terminer, Victor HUGO écrivait : *« C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches »*

Si depuis le monde a changé dans sa forme, sur le fond c'est toujours d'actualité ! ■

* Michel Teche est administrateur de la Carpilig Retraite et du Groupe Lourmel. Vice-Président de la Commission Nationale du Fonds social et de l'ANDFS.

Une nouvelle taxe qui va amputer nos retraites !

Le prélèvement sur les retraites prévu dans le projet de budget de la Sécurité sociale va être porté à 0,3%, au lieu de 0,15%, dès le 1^{er} avril 2013.

Cette cotisation est destinée au financement de la Sécurité sociale en 2013, puis à celui de la dépendance en 2014. - Ce qui somme toute est préférable au recours aux assurances privées. - Prélèvement qui doit concerner 10 millions de retraités. mais sera seulement payé par environ 7,5 millions de retraités imposables. Pour nos dirigeants, l'impôt payé par les retraités est synonyme d'opulence et de disponibilité.

Il conviendra néanmoins d'être vigilant à l'avenir. Souvenons-nous de la mise en place de la Csg par Michel Rocard Premier ministre à l'époque. 1,1% en 1990, puis 2,4% sous Balladur en 1993, puis 3,4% sous Juppé + 0,5% pour la Crds, enfin sous Lionel Jospin porté à 7,5%.

Pour les retraités le prélèvement est de 6,60%. Comme on le voit une fois le dispositif en place, il suffit d'augmenter le taux à dose variable aussi bien sous un gouvernement de droite que socialiste.

Il faut aussi dénoncer une campagne insidieuse contre les retraités selon laquelle ceux-ci seraient tran-

quilles, pleins aux as, mieux rétribués que les actifs, sans souligner bien entendu la faiblesse des salaires entretenue par la rapacité du patronat. Alors que tous les retraités voient leur pouvoir d'achat s'éroder au fil des ans par les hausses diverses et variées (loyers, alimentation, gaz et électricité, les dépenses pour se soigner, déremboursement de médicaments, dépassement d'honoraires, hausse du forfait hospitalier, etc.).

Le montant moyen des pensions est autour de 1200 euros pour les hommes et 990 euros pour les femmes. Sur les 14 millions de retraités, 4 millions sont au minimum contributif autour de 660 euros. Les veuves de retraités avec une maigre pension de réversion, beaucoup sont dans la misère. Il n'y a pas là de quoi faire bombance. De plus les retraités doivent aider parfois leurs enfants ou petits-enfants en cette période de crise du système capitaliste. Cette campagne vise à mettre en place un cadre idéologique pour tenter de justifier la participation des retraités aux ponctions fiscales présentes et futures.

Nous ne devons pas nous laisser faire et agir chaque fois qu'il le faudra avec la Cgt, il en va de notre dignité et de la place qui doit être la nôtre dans cette société. **J.D.**





France

Petit rappel : mais où sont les trente glorieuses ouvrières ?

PAR Jean PAINDAVOINE



Il me semble, sans entrer dans l'Histoire, voir une hypocrisie déli-
béree que situer les prétendues
Trente Glorieuses de 1945 à 1975.
J'estime que cette période ainsi pompeu-
sement appelée n'a abouti pour la classe
ouvrière qu'à mai 1968 et au-delà à 1973
et 1974, dates des premiers chocs
pétroliers qui permirent au patronat
de reprendre ce qu'il avait dû céder
aux accords de Grenelle en 1968.
Toutes ces années-là ne furent que luttes
pour que les travailleurs aient droit à une
petite part des richesses produites par la
croissance dopée par les reconstructions
et réparations d'après-guerre. Ne pas
voir les tentatives de réduction sociale
de l'époque est un défaut de discernement
de la part des travailleurs et de
leurs syndicats. Défaut bien entretenu par
les gouvernements successifs ; l'année
1965 fut, par exemple, celle de la « Charte
libérale » du CNPF, ancêtre de la « refon-
dation sociale » du Medef qui en reprend
tous les thèmes et, déjà, cherchait à briser
les syndicats pour mettre les travailleurs au
pas « du social » façon patronale.

N'oublions pas que, loin d'être un
long fleuve tranquille, les premières
quinze années s'écoulèrent en batailles
pour l'établissement des conventions
collectives, les salaires et les conditions
de travail, pour l'élargissement, en
1966, des attributions des comités
d'entreprise. C'est l'époque où Michel
Debré, Premier ministre, réclamait un
volant de 300 000 chômeurs avec
l'intention de peser sur les salaires,
où les gouvernements se montraient
plutôt laxistes sur l'immigration clan-
destine qui arrangeait bien le patronat,
surtout dans le bâtiment, malgré les
milliers d'ouvriers agricoles que les
exploitants mettaient sur le marché du
travail en se modernisant.

Sur un plan social plus large, il a
fallu mener des actions pour obtenir
des crèches (les mille de Messmer) et
des logements. Car on poussait à la
natalité pour repeupler la France après
la saignée guerrière (se rappeler les

propos de Michel Debré que *le Canard
enchaîné* avait surnommé « le Père
lapin », ce temps, où le nombre d'enfants
donnait droit en priorité à un logement en
HLM, la demande augmentait sans
cesse, alors que la construction de
logements sociaux ne suivait pas, les
promoteurs préférant construire pour
le privé qui payait mieux. Cette période
ne fut pas sans heurts, avec des grèves
revendicatives pour compenser « la vie
chère ». Le monde des affaires se
manifestait de plus en plus avec la
montée des classes moyennes, les
premiers, après la bourgeoisie, à
profiter de la forte croissance dans
toutes les branches
d'activité. Où il semble
que la condition ouvrière
n'entraîne pas dans les statis-
tiques optimistes, mais
où l'Éducation nationale
avouait un échec de 30 à
40% dans le primaire,
faute de temps imparti
aux instituteurs dans des
classes surchargées, des
écoles construites à la « va vite » et peu
fiabiles comme en témoigne le triste cas
du lycée Pailleron.

Une politique semblable à celle
de 1920 qui débouche sur une nou-
velle guerre appelée récession après
des « krachs » boursiers difficilement
maîtrisés. Le pétrole jouait le rôle de
levier de commande par ses coûts en
dents de scie permettant alors aux déjà
« décideurs économiques » de consti-
tuer, en 1975, le fameux G7, mettant
sur pied un embryon de mondialisation
marchande déjà en gestation dans les
accords du Gatt de 1947, afin de regrou-
per les grandes entreprises en oligarchies
et de contrôler les flux financiers par
banques et organismes de prêts.

Il faut se rappeler aussi les fameuses
ordonnances de 1967 qui créèrent le pari-
tarisme dans les organismes de la Sécurité
sociale à la grande satisfaction du patronat
obtenant bien vite une voix prépondéran-
te grâce à un gouvernement complice.

N'oublions pas non plus qu'il fallut
flatter la vanité de nos dirigeants en leur
offrant le plus beau joujou de l'époque : la
bombe atomique qui nous a coûté tout ce
qui manquait au social. Il est évident
qu'on ne peut tout faire et les peuples sont
là pour payer les extravagances des riches.

On ne peut passer sous silence les
deux guerres qui ont duré une bonne quin-
zaine d'années, dont la première que l'on
n'a jamais voulu reconnaître, car consti-
tuée d'un corps expéditionnaire de volon-
taires pour rétablir en Indochine française
l'autorité des colons et permettre à
Michelin de reprendre les exploitations
d'hévéas. Pour sortir de ce borborygme, seul

Mendès France en fut
capable avec les accords de
Genève en 1954.

La deuxième guerre
qui a fait appel au contin-
gent et aux réservistes,
voulue pour rétablir en
Algérie le colonialisme
devenu désuet et obsolète
alors que l'époque était à
la tendance universelle de

l'émancipation et de l'indépendance
des peuples encore soumis, dura plus
de dix ans et se termina par les accords
d'Evian, initiés par De Gaulle, en 1962.

Ces deux guerres coloniales, le peuple
français les paya de son sang et de son
argent, privé en partie des profits de la
croissance.

Méditons en se rappelant ces chiffres
de l'Insee durant ces années :

Croissance de 5 à 7 % l'an.
Les salaires suivent péniblement à 3 et
4 % l'an.

Pendant ce temps, l'inflation se gonfle de
8 à 12 % que Laurent Fabius a bien du mal
à ramener à 5 %.

À la retraite, les travailleurs de
l'époque semblent résignés à accep-
ter cet état de choses ; peut-être un
peu honteux de profiter des résultats de
leurs luttes sans avoir su les garder pour
les générations futures.

**La vie est un éternel
recommencement... ■**

**Ne pas voir
les tentatives
de réduction sociale
de l'époque
est un défaut
de discernement...**





Les méfaits de M. Basprix

PAR Andrée KOLAR



Grâce à Jean de la Fontaine,
et ce dès l'école primaire,
les petits Français ont la
chance de découvrir
« le Loup devenu berger ».

Malheureusement, avec le temps, beaucoup d'entre eux l'oublient, et c'est ainsi qu'ils tombent dans les multiples pièges tendus par une Éminence grise du grand capital, M. Basprix.

Servi par de multiples hérauts issus des très nombreuses écoles de commerce qui parsèment le territoire, formés à tromper leur monde au prix de gros mensonges très bien présentés, il travaille sans cesse à canaliser vers un nombre de plus en plus restreint de grands capitalistes toutes les richesses nées du travail dans le monde entier, faisant à bas bruit autant de victimes que les guerres, et cela de façon peu visible. Les commerciaux ne portent pas d'uniforme.

Quelques exemples pour éclairer ce qui vient d'être dit :

Comment obtenir des prix toujours plus bas sans diminuer, et même en faisant grossir toujours plus, le profit du capital ? En premier lieu, rechercher les pays ayant une population très nombreuse, généralement peu instruite, et n'ayant aucun Code du travail pour la protéger. Ou, s'il y en a un, veiller à ce qu'il ne soit pas appliqué. Ensuite, dans les pays dits riches, répandre l'idée, flatteuse, mais fautive, traditionnellement très ancrée, que le travail matériel est trop vulgaire pour des populations aussi évoluées, et que seules sont dignes d'elles les activités dites de conception ou

de services, à capitaux privés de préférence, les États n'ayant pas vocation à diriger des entreprises.

Il s'ensuit une désaffection, chez beaucoup de jeunes, mais aussi chez leurs parents, pour les métiers de production. Les employeurs, pas fous, invoquent aussitôt le manque d'employabilité des candidats à l'emploi pour ces activités. Il serait possible de les former, mais « ça coûte trop cher ». Donc, pas d'autre solution que d'aller produire ailleurs, là où se trouvent des viviers de candidats à l'emploi taillables et corvéables à merci. Cela va créer du chômage dans les pays dits riches ? Pas grave. On achètera la paix sociale avec des allocations de survie et voilà tout. Qui financera ? Les « travailleurs intellectuels » - c'est ainsi qu'on les appellera pour bien ancrer dans leur esprit leur « supériorité » - et le tour sera joué.

On va aussi économiser sur la matière première. La mauvaise qualité est moins chère que la bonne, et, de plus, comme elle n'a qu'une durée de vie courte, il faudra renouveler les produits fréquemment. Sans compter qu'on peut aussi veiller à rendre la réparation impossible, par exemple en remplaçant des pièces vissées par des pièces serties (clipsées en français). De sorte qu'une pièce défaillante, si petite soit-elle, oblige à remplacer un bloc complet. Du coup, la réparation coûte plus cher que l'achat d'un produit neuf. Dans le vêtement, on mettra à la mode la généralisation des fermetures à curseur, et, dans le même temps, on poussera vers le remplacement des merceries classiques par des boutiques d'ouvrages de dames, broderies, fils dits « naturels », tous produits très coûteux et réservés aux occupations de loisirs, mais pas de mercerie normale, et surtout pas de fermetures à curseur. Même résultat que précédemment :

l'obligation d'acheter du neuf, ça fera des déchets, c'est anti-écologique. Aucune importance, puisque « ça rapporte »

À l'échelon au-dessus, on vantera le « tous propriétaires ».

Les bonimenteurs chargés de vendre des pavillons ou des appartements seront si bien dressés qu'ils arriveront à faire avaler à des gens qui assurent déjà difficilement leurs fins de mois qu'avec un crédit — de préférence à taux variable — et en insistant sur le fait que celui-ci baissera dès que les circonstances ou mieux la conjoncture, seront favorables, en oubliant de préciser qu'elles seront toujours défavorables, et donc de taux progressifs, ils pourront très bien y arriver. Autrement dit, les pauvres ont le droit de vivre comme les riches, il suffit de vivre à crédit. Avantage supplémentaire, non dit, pourquoi s'échiner à lutter pour de meilleurs salaires, puisqu'il suffit d'emprunter ? Cela mène tout droit à la crise des subprimes, mais, alors là, le vendeur a disparu. C'est l'huissier qui, lui, est bien là. Il est toujours loisible au débiteur de se défenestrer, ou de se pendre, s'il lui reste une corde. Et c'est ainsi pour tout. Une autre trouvaille de M. Basprix concerne l'automobile. Là, l'État peut s'en mêler : il prend en charge des remises sur les prix de vente que l'acheteur croit être une générosité du constructeur. Évidemment, comme l'État ne dispose que des fonds publics, ça sera le contribuable qui paiera. Mais qui s'en vante ? Ni l'État, ni le constructeur. Et comme tout habitant d'un territoire est contribuable, même s'il ne paye pas d'impôt sur le revenu, par le moyen de la fiscalité indirecte, l'acheteur remboursera une partie du « cadeau » qui lui a été fait, le reste étant payé

Lire la suite page 21 ➤





France

Hollande : Promesses, promesses... !



PAR Georges CONGI

Il serait temps que notre Président comprenne que les serremments de mains et les embrassades c'est bien, mais, se soucier des problèmes qui préoccupent le peuple, c'est mieux.

une des priorités du Premier ministre a été de demander un audit sur les comptes de la Nation afin de pouvoir nous dire que la situation est pire que ce qu'il pensait.

Pour moi, c'est se foutre de la gueule des Français, car bien avant la campagne de Hollande, Sarkozy a nommé à la tête de la Cour des comptes un socialiste. Je suppose que ce dernier n'a pas manqué de mettre Hollande au courant de ce qu'il fallait faire pour sauver le pays, comme il l'a dit à la télévision « *arrêter les dépenses et faire des économies* ». Le Président a fait des promesses au peuple, il est temps qu'il passe aux actes. Contrairement à ce que disent les ténors de l'Ump, en cent jours il a mis en place certaines mesures promises pendant la campagne électorale :

1. Économie

- ◆ Suppression de la Tva sociale et de la défiscalisation des heures supplémentaires dans les entreprises de plus de 20 salariés. Allègement de l'ISF et des droits de succession.
- ◆ Plafonnement de la rémunération des dirigeants des entreprises publiques à 450000 euros brut par an
- ◆ Plan de soutien à la filière automobile axé sur les voitures propres (électriques).
- ◆ Encadrement des loyers dans le privé, lors d'une relocation ou du renouvellement du bail.
- ◆ Construction : abrogation de la loi augmentant de 30 % les droits de construire. L'État est prêt à donner 9000 terrains pour la construction de logements sociaux.

2. Social

Entrée en vigueur le 1er novembre du départ en retraite à 60 ans pour les salariés qui ont commencé à travailler jeunes et qui ont cotisé le nombre d'années requises. Ce départ sera payé par l'augmentation de 0,2% des charges sociales des patrons et des salariés.

- ◆ Sécurité : création de quinze zones de sécurité prioritaire.
- ◆ Relèvement de 25% de l'allocation de rentrée scolaire : 5 millions d'élèves sont concernés, la prime varie de 356 à 388 euros par enfant. D'après l'Insee, l'augmentation de 25% représente 75 euros par enfant,

ce qui coûtera à l'État 375000000 d'euros. Était-ce bien nécessaire ? Le coût de la rentrée est évalué à 192 euros (habillement et fournitures). Alors, quand j'entends, à la télévision, les parents nous dire qu'il leur faut compter en plus le transport, la cantine et l'ordinateur, je reste sans voix. Est-ce aux contribuables de payer ? En plus de la prime, ces parents touchent tous les mois les allocations familiales pour leurs enfants, et non pas pour payer les traites de la voiture.

La région du Languedoc-Roussillon a offert à chaque élève de première un ordinateur portable (avec notre argent), et l'étonnement de tous a été grand quand on a appris par la télévision régionale que les élèves les revendaient sur internet car ils n'en ont pas l'utilité : venir en aide aux plus démunis, c'est bien, mais comme on ne fait pas de différence entre ceux qui sont pauvres et ceux qui sont riches, tout le monde encaisse.

- ◆ Le dépôt d'épargne du Livret A sera doublé en trois fois 25% en septembre, 25% fin 2012, le reste à la fin du quinquennat. Espérons que cet argent ira là où il doit aller (faire des logements sociaux).
- ◆ Carburants : baisse de 6 centimes, 3 par l'État, 3 par les pétroliers. Beaucoup de mécontents trouvent que ce n'est rien, ça fait 3 euros par plein, c'est mieux que Sarkozy qui ne baissait rien. Quand au coup de pouce au Smic, Hollande aurait mieux fait de se taire tellement c'est honteux. Toutes ces mesures promises par le candidat Hollande ne coûtent pas cher à l'État, elles sont loin des préoccupations des Français : emploi, chômage, pouvoir d'achat, santé, fermetures d'entreprises...
- ◆ Chômage : la barre symbolique des trois millions de demandeurs d'emploi a été franchie au mois d'août. À ceux-là il faut aussi ajouter 2 millions de chômeurs chez Doux, Arcelor-Mittal, Sanofi, PSA Aulnay, et Monoprix. Hollande a dit qu'il n'accepterait aucun de ces plans sociaux, pourtant, aujourd'hui, Montebourg nous dit qu'un accord pourrait être signé donnant un peu plus de flexibilité aux entreprises contre un meilleur statut pour les salariés. Est-ce qu'il sait alors qu'une loi a été votée par le Sénat contre les licenciements économiques et qu'il suffit que l'Assemblée nationale la vote pour qu'elle soit applicable ?

Le gouvernement souhaite créer en 2013, 100000 emplois d'avenir; 50000 en 2014, 500000 contrats de génération >>>

20

Ensemble Ufr - Filpac N° 66 - 67 novembre - 2012





» en cinq ans, 40 000 enseignants critiquaient ces mesures Xavier Bertrand nous dit : « Il y a mille et une façons de juguler le chômage. ». Dommage qu'il n'ait pas appliqué sa thèse quand il était ministre, cela aurait évité un million de chômeurs en cinq ans.

- ♦ Au mois d'août, Sarkozy est sorti de sa torpeur pour fustiger le Président en lui reprochant de rester en vacances alors que le peuple syrien souffrait le martyre. Depuis qu'il est en retraite, a-t-il perdu la mémoire ? Se rappelle-t-il qu'il est le seul Président français à avoir déroulé le tapis rouge à l'Élysée pour recevoir tous les dictateurs d'Afrique, qu'il a obéi à la demande de Kadhafi en lui laissant monter sa tente dans les jardins de l'Élysée, qu'il a invité Bachar al-Asad le syrien, dans la tribune d'honneur pour assister au défilé du 14 Juillet. Il est vrai que s'il avait été Président à la place de Chirac, alors, la France serait peut-être entrée en guerre contre l'Irak et, aujourd'hui des familles pleureraient leurs enfants morts pour rien.
- ♦ L'Église se permet d'invectiver le gouvernement français en faisant lire, dans toutes les églises une lettre demandant au Président de renoncer au mariage entre homosexuels. Le Pape lui-même a pris position en ce sens. C'est certainement plus catholique quand un homme d'Église abuse de petits garçons. Le poète a raison quand il dit : « Il n'y a que le curé qui peut se vanter de n'être jamais cocufié. Comme il est bon apôtre, il fait cocu les autres. ». La Bible nous dit qu'Adam et Ève ont eu trois fils : Caïn, Abel et Seth, et plusieurs filles. Et après ?...
- ♦ Notre Président se donne deux ans pour relever la France. Jean-Marc Ayrault a présenté le projet de loi de finances

qui doit permettre, au prix de gros efforts, de ramener le déficit public à 3%. Pour y arriver, il lui faut trouver 30 Mds d'euros. 10 Mds seront prélevés sur les entreprises, 10 Mds d'économies et 10 Mds par les ménages : un vrai coup de massue. Nous attendions d'un gouvernement de gauche qu'il nous donne du pouvoir d'achat pour relancer la consommation, à la place, il nous met des coups de trique. Le Premier ministre ose dire que 90% des Français qui paient l'impôt sur le revenu seront épargnés. Il prend les Français pour des arriérés mentaux. Il nous donne l'impression de gouverner à vue. Un jour, on dit qu'il va remettre la Tva sociale, un autre que le livret A sera taxé, que l'on n'augmentera pas la Tva et la Csg, qu'il n'appliquera pas l'impôt à 75%, que les retraités qui n'ont plus de frais professionnels verront le 10% supprimé, qu'ils paieront la Csg au niveau des actifs, et, chaque fois, c'est démenti le lendemain.

Aujourd'hui, on nous dit que les charges patronales baisseront de 40 Mds en quatre ans et que pour compenser le manque à gagner, la Csg sera augmentée. Ce qui est sûr, en ce qui concerne les retraités qui sont imposables, ils seront ponctionnés deux fois par l'impôt sur le revenu et une diminution de leur retraite de 0,15% en 2013 et 0,30% en 2014.

- ♦ Traité européen : en 2005 un gouvernement de droite a demandé aux Français, par référendum, s'ils étaient pour ou contre, 55% ont voté NON. En 2012 un gouvernement de gauche le fait approuver par l'Assemblée nationale.
- ♦ Dans le camp Ump, la guerre est déclarée entre Copé et Fillon pour être élu à la présidence du parti. Quel que soit l'élu, ils seront main dans la main, en vue des prochaines élections, pour s'habiller en « bleu marine ». ■ G.C.

► M. BASPRIX suite de la page 19

par ceux que l'État lui-même considère comme disposant d'un revenu trop faible pour être imposé.

Bilan de l'activité de M. BASPRIX

- Chômage et déqualification des travailleurs de la production dans les pays « riches » ;
 - Surexploitation d'un certain nombre de travailleurs dans les pays dits « pauvres », ce qui fait que le taux de chômage y reste très élevé pour les uns pendant que les autres usent leur santé à travailler dans de très mauvaises conditions ;
 - Baisse de la qualité des produits génératrice de déchets dont on ne sait plus que faire. Il est vrai que l'on peut aussi s'en débarrasser sur le littoral de certains pays très pauvres ou en guerre, surtout s'ils sont dangereux. De très grands industriels ne s'en privent pas.
- Évidemment, tout cela n'arriverait pas



sans l'asservissement des médias et de la presse écrite, tous, à de très rares exceptions près étant dans les mains des grands parasites que sert M. Basprix. À part eux et leurs laquais, qui voudrait d'un tel monde, à condition bien sûr de savoir qu'il existe ? Tant que le commerce aura le pas sur la politique, au sens noble de conduite des affaires de la cité, beaucoup de gens continueront à penser que le seul moyen de s'en sortir est de s'enrichir, par

n'importe quel moyen. Mais où sont les vrais responsables ? ■ A.K.

N.B. Il va sans dire que les quelques exemples ci-dessus ne sont qu'une petite partie des méfaits de M. Basprix. Il faudrait un volume pour être exhaustif. Cet article est simplement destiné à susciter la réflexion chez le lecteur sur la nocivité du « bon marché » à tout prix et à entamer sa propre enquête.





Il faut le savoir

La Finance ou la pensée totalitaire

PAR Jack DHORDAIN

Une définition du totalitarisme pourrait être : *un système qui entend contrôler et dominer totalement la vie et la pensée des populations et qui interdit et réprime toutes tentatives de remise en cause*. Nous avons connu la mise en place de ce système de pensée au cours d'un développement intense d'une propagande à grande échelle avec mobilisation de presque tous les médias et de ceux qui les servent, qu'ils soient radio-phoniques, télévisuels ou dans la presse écrite. Bien entendu, il fallait aussi donner à cette situation une « hauteur » intellectuelle incontestable avec l'aide de philosophes dits « nouveaux » qui nous invitaient à diriger nos regards critiques à gauche sur le plan intérieur et à l'Est sur le plan extérieur.

Tout cela mis en place par la classe dominante avec des relais politiques et étatiques dans le but de défendre et d'accroître ses profits dans la sauvegarde globale de ses privilèges. Elle s'efforce de donner à cette situation une apparence démocratique où le totalitarisme s'installe à dessein de manière subtile et globale et en se gardant bien, tant que cela n'est pas nécessaire, d'utiliser la force brutale et aveugle, car elle s'est aperçue que cela avait mal fini dans un passé pas si lointain en Europe ou ailleurs au regard de la continuité du système.

Elle peut même tolérer des contestations, des humanitaires, se donner une apparence de combattre les injustices, de lâcher quelques miettes par nécessité, surtout si elle sait qu'elle les reprendra plus tard ou ailleurs. Elle tolérera même quelques défoulements sporadiques violents ou pas qui permettent de maintenir en forme opérationnelle la police et les structures de coercition, ainsi, on évite les déflagrations trop importantes qui pourraient amener le changement des oligarchies au pouvoir. Tout cela convient tant que les contestataires ne remettent pas en cause le "Big Brother" global et ne s'imaginent pas capable de construire autre chose.

Cette situation n'existe pas par hasard, elle est indispensables à la

**La haute finance
s'est emparée du contrôle
du marché financier mondial
et a dépossédé les
ministres des Finances
et les Banques centrales**

edomination financière internationale et engendre des circonstances politiques et aussi des modifications de structures dans tous les rapports internationaux. Le G20, le G7, l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Fond monétaire international (FMI), étroitement contrôlés par l'oligarchie, leurs décisions prennent le pas sur toutes solutions nationales. La recherche absolue de la rentabilité des capitaux à des taux de plus en plus élevés impose un fardeau de plus en plus pesant sur les peuples en général et européens en particulier. L'Union européenne est devenue le périmètre où l'exploitation est devenue forcenée, où l'on assiste en permanence à la remise en cause des acquis sociaux de décennies de luttes sociales. On nous explique que l'on vivrait au-dessus de nos moyens, nous, les retraités, on n'avait pas remarqué que « l'État Providence » ne pouvait plus être ce qu'il était, qu'il nous faudrait se serrer la ceinture pour complaire aux « marchés ». Car il faut renflouer les banques qui avaient trop spéculé avec des méthodes dont certaines relèvent de la correctionnelle. Qui nous a informés de la crise, essentiellement des banques ? Dans *le Monde*, qui traite du problème, sur dix articles, on trouve seize citations qui proviennent d'individus liés aux institutions financières. Dans *le Nouvel Obs*, les banquiers sont présentés comme des experts dont l'un déclare : « *Ce ne sont pas les marchés qui sont en cause mais l'impuissance politique.* » *l'Expansion* écrit : « *Les banquiers savent répondre très vite, ils sont payés pour ça* », *Les Échos* ont édité un supplément divagant sur le « bon » capitalisme.

Les banques ont bien compris que la presse pouvait être le média de référence

dans lequel les télévisions et les radios viennent puiser leur inspiration.

Même les enseignants des grandes écoles de commerce participent aussi à ce totalitarisme, Science Po Paris, Dauphine et Polytechnique, où, en plus de leur activité, ils se mettent au service des capitalistes sous couvert de « consultants ». Nous ne les citerons pas, ils sont trop nombreux.

Jospin créa le Conseil d'analyse économique (CAE) qui conseille le Premier ministre, sur ses vingt-huit membres, dix-neuf sont directement ou indirectement liés à la finance (ex. : Jean Hervé Lorenzi, professeur à Dauphine et conseiller du directoire de la compagnie financière Rothschild, ou Christian de Boissieu, universitaire, conseiller lui d'un « hedge fund » du Crédit agricole et au conseil de surveillance d'une banque privée). Comme on peut le voir, tout cela est parfaitement verrouillé. Pour tous ces gens, il est interdit de dire du mal de leurs employeurs, voire de leurs clients. Un ancien HSBC a signé une clause qui lui interdit de publier des livres sans l'autorisation de sa hiérarchie. Il existe des cas de licenciements. Une banque s'est séparée d'un économiste qui avait eu le tort d'avoir dit du mal de la Chine, mais il avait négocié son départ.

La haute finance s'est emparée du contrôle du marché financier mondial et a dépossédé les ministres des Finances et les Banques centrales des fonctions qui déterminent leurs décisions. La stratégie est donc claire : la haute finance fixe ses objectifs sans se soucier des conséquences sociales sur les peuples. Il faut opérer des prélèvements de plus en plus importants sur les richesses créées dans les États. Elle mise dans un temps plus ou moins rapproché sur le contrôle des marchés. C'est ce qu'on appelle la « **mondialisation** ». Ce qui reste aux peuples, c'est d'essayer de comprendre ce fonctionnement mortifère et de s'unir pour engager la lutte qui a déjà commencé ici ou là, comme par exemple en Grèce, en Espagne... Une phrase est d'une actualité brûlante :

**« Prolétaires de tous les pays
unissez-vous. » J.D.**





“Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!”
Affiche de Otto Marcus, en allemand, pour le premier mai 1901

Hugo Boss le tailleur des nazis



Hugo BOSS s'excuse pour le look apporté aux uniformes des nazis.

Avez-vous déjà pensé vous acheter un costume, assez cher d'ailleurs, mais de qualité ? On vous proposera entre autres peut-être un “Hugo Boss”. Mais on ne vous dira sûrement pas que celui-ci fut un partisan d'Hitler.

En janvier 1924, le tailleur Hugo Ferdinand Boss établit un petit atelier de confection au 2, Kronenstrasse à Metzingen, petite ville du Wurtemberg au sud de Stuttgart en Allemagne. Le régime de la République de Weimar est alors marqué par une grave crise économique et une inflation galopante consécutives à la défaite de la Première Guerre mondiale. L'atelier, qui compte trente-trois employés en 1925, produit des coupe-vent, du linge, des chemises d'homme, puis bientôt des vêtements de travail, des vêtements de sport et des imperméables. La crise de 1929 fait tomber les effectifs à vingt-cinq personnes, l'atelier ne fabriquant plus que des tenues de chasse, des costumes régionaux, des vestes de cuir, des manteaux de caoutchouc ou des bleus de travail. Hugo F. Boss maintient son activité grâce à un accord conclu avec ses créanciers, comportant la location de six machines à coudre, et grâce au soutien de certains de ses ouvriers qui acceptent de travailler avec des salaires réduits.

Les entreprises allemandes des secteurs comme la métallurgie ou le textile sont alors reconnues d'importance stratégique. En 1931, Hugo F. Boss adhère au Parti nazi. Il est le dessinateur-créateur des uniformes des SA et des SS De 1933 à la fin de la Seconde Guerre mondiale en 1945, la société Hugo Boss contribue à la confection des uniformes militaires du Troisième Reich, notamment ceux des SS, des Jeunesses hitlériennes et de la Wehrmacht. Pour assurer sa production, elle a recours à de la main-d'œuvre de travailleurs forcés, français et polonais pour la plupart, ainsi qu'à des déportés en provenance des camps de concentration. L'entreprise Hugo Boss compte 324 ouvriers en 1944. Après la guerre, Hugo F. Boss est déclaré « opportuniste du troisième Reich », reçoit une lourde amende de 80000 marks ou livres sterling et est privé de ses droits civiques. À sa mort en

1948, la société passe alors aux mains de son gendre Eugen Holy.

Après la révélation du passé nazi du couturier et une étude sur les activités de la firme pendant la guerre en 2000, la société Hugo Boss a accepté de verser une somme de 500000 livres sterling au Fonds d'indemnisation des anciens travailleurs forcés, en compensation du travail effectué pendant la Seconde Guerre mondiale. Une autre étude fera l'objet d'un ouvrage paru fin 2011 : Hugo Boss 1924-1945, l'histoire d'une usine d'habillement pendant la République de Weimar et le III^e Reich. Ces travaux montrent que l'entreprise a été sauvée de la faillite en 1931 par un premier gros contrat du Parti nazi et que Hugo Boss avait adhéré à ce parti non par opportunisme, mais par conviction. L'étude indique que l'entreprise employa 140 travailleurs forcés et 40 prisonniers de guerre français et note que 4 travailleurs forcés moururent pendant cette période de mort naturelle et une travailleuse polonaise se suicida. Hugo Boss publiera sur son site Internet « ses profonds regrets » auprès de ses travailleurs et prisonniers de guerre.

Comme on le voit, ce capitaliste allemand, comme beaucoup d'autres en Allemagne et en Europe occupée, collabora avec les nazis. Pour eux, il n'y avait pas d'argent sale.

Aujourd'hui, Hugo Boss est un groupe international de mode installé en Allemagne (mais dont l'actionnaire principal est britannique - Permira - depuis 2007), spécialisé dans le prêt-à-porter haut de gamme. Fondée en 1923 par Hugo F. Boss, elle est l'une des plus célèbres marques mondiales de mode masculine, vendant un costume sur six dans le monde et commercialisée en 2011 dans près de 110 pays avec 622 boutiques gérées en propre et 1000 franchisés. ■ J.D.

« Si la population comprenait le système bancaire, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin. »
(Citation de l'industriel américain Henri Ford, fondateur des usines du même nom.)





Il faut le savoir

Comment j'ai découvert que PSA fabriquait des automobiles

PAR Roger COLOMBIER *

C'est vraiment avec le plus grand étonnement que j'ai découvert, ce jeudi 12 juillet 2012, que le groupe PSA fabriquait des automobiles.

PSA venait d'annoncer pour 2014 l'arrêt de la production dans son usine d'Aulnay-sous-Bois (93) et la suppression de 8000 emplois en France. Là j'avoue que je suis tombé des nues. Ils fabriquaient visiblement des véhicules, et personne ne m'avait rien dit. Je connaissais pourtant fort bien les filiales qui composent le Groupe **PSA - FAURECIA**, le spécialiste en ingénierie et de production d'équipements, dont le chiffre d'affaire est en augmentation de 4 milliards d'euros en 4 ans. (1) - **GEFCO**, le groupe de transport et de logistique dont le chiffre d'affaire de 3 milliards d'euros aura permis de dégager 223 millions de bénéfices en 2011. (2) Et surtout **Banque PSA Finance**, qui représente 3% du chiffre d'affaires mais 40% du résultat opérationnel du groupe PSA en 2011, dont le chiffre d'affaires de 1,8 milliard d'euros a permis de dégager un résultat opérationnel courant de 507 millions d'euros. Je connaissais aussi les sous-filiales d'Assurance (pourtant discrètes) de **Banque PSA Finance : PSA Services Ltd, PSA Insurance Ltd et PSA Life Insurance Ltd**, qui sont domiciliées à Malte, sans aucun rapport bien sûr avec le fait que Malte soit un paradis fiscal, mais plus simplement parce qu'il y fait souvent un temps superbe et qu'il est fort agréable d'y aller pêcher au large.

Je me souvenais même que Banque PSA Finance avait réalisé avec succès une émission obligataire à taux fixe d'un montant de **600 millions d'euros** il y a quelques semaines, le 20 juin 2012, opérée avec les banques partenaires Banca IMI, BNP Paribas, Bank of Tokyo Mitsubishi, HSBC, Unicredit et CM-CIC. Tout semblait aller bien pour Banque **PSA-Finance**, petit poisson courageux

parmi les requins de la finance internationale. Le PDG Philippe Varin déclarait même dans le document de synthèse en s'autocongratulant : « *Cette deuxième émission en euros de l'année vient confirmer la capacité de Banque PSA Finance à saisir les opportunités offertes par le marché obligataire et à accéder à la liquidité malgré la forte volatilité des marchés financiers.* »

comment consommer beaucoup de pétrole super vite, ancien directeur sportif de Peugeot) ou Grand officier comme Bernard Arnault, (notre plus riche compatriote dont il faut bien savoir récompenser ses 24 milliards et qui veut devenir belge). Je savais donc que Philippe Varin avait des progrès à faire, mais qu'il était sur la bonne voie. Mais alors cette histoire de PSA qui



Philippe Varin, l'homme de fer de PSA

Donc je savais que PSA était un peu équipementier, faisait un peu de logistique, et surtout était une Banque et un organisme financier. **Mais un fabricant de véhicules, ça j'avoue que j'étais totalement passé à coté.**

Je savais aussi que la famille Peugeot était la première fortune française (**4,4 milliards d'euros via une Holding créée en 1929**) résidente en Suisse, puisque plusieurs membres s'y étaient installés il y a belle lurette, non pas pour échapper à l'imposition fiscale française, mais pour la qualité de l'air pur des montagnes helvètes et la beauté paisible et propice à la méditation des pâturages verdoyants. Comme l'écrivait feu l'écrivain anglais **George Mikes**, « *Les Suisses ont su construire un très beau pays autour de leurs hôtels.* »

Je savais que le dirigeant du groupe, Philippe Varin, avait été promu officier de la Légion d'honneur le 14 juillet 2011, ce qui n'est qu'un début, puisqu'il est encore loin d'être Grand-croix comme Jean Todt (un type qui savait

fabriquer des automobiles dans le 93, ça n'avait plus rien de cohérent. J'avais aussi regardé qui étaient les salariés les mieux payés du Groupe : Philippe Varin, Président du Directoire (rémunération 2010 : 3253700 euros), Jean-Marc Gales, Direction des marques (rémunération 2010 : 1266000 euros), Frédéric Saint-Geours, Direction des marques (rémunération 2010 : 1266000 euros), Guillaume Faury, Directeur Recherche et Développement (rémunération 2010 : 1266000 euros), Grégoire Olivier, Directeur Asie (rémunération 2010 : 1362820 euros). Or, avec un Directoire de gens aussi correctement payés, (preuve est donc faite de leur extrême compétence) était-il véritablement nécessaire de continuer à fabriquer quoi que ce soit. Mais n'ayons pas d'inquiétude, aucun de ces salariés hyper-compétents ne sera heureusement impacté par le nettoyage qui va être fait. J'ai en effet regardé depuis dans le détail ce plan salubre d'épuration sociale et il va dans le bon sens :





1 400 postes vont être supprimés dans la recherche et aussi le développement, ce qui est somme toute logique, et 4 400 postes dans la production, ce qui est un véritable soulagement pour le département « Finances et comment faire du Cash » du Groupe PSA. Philippe Varin est sur la bonne voie, comme le prouve son discours du 15 février 2012 : « *Nous mettons en place un programme soutenu de gestion de la cash. Les mesures d'économie de 800 millions d'euros annoncées en octobre dernier sont complétées pour atteindre 1 milliard d'euros. Par ailleurs, un programme de cessions d'actifs, d'un montant de 1,5 milliard d'euros environ, incluant CITER (location de voitures), est lancé. Il comprend la valorisation d'actifs immobiliers et l'ouverture du capital de Gefco. Notre situation financière reste robuste et sécurisée.* » Me voilà donc rassuré, le Groupe PSA continuera à valoriser ses actifs immobiliers, et à ouvrir son capital à d'autres organismes financiers. C'était un bon début, car après l'arrivée dans le capital de PSA du Groupe NATIXIS AM, du Groupe BNP Paribas, de la Banque Barclays, ou du Hedge Fund

Templeton Global Advisors, je trouvais que le rythme de la financiarisation du groupe laissait franchement à désirer.

PSA peut faire beaucoup mieux pour que soient prises les bonnes décisions. Il serait bon de supprimer totalement les velléités industrielles du Groupe pour se concentrer sur la finance, bien plus rentable. On pourrait par exemple envisager la création d'un département HFT (High Frequency Trading : (exécution à grande vitesse de transactions financières) qui permettrait de spéculer via des filiales opaques dans les paradis fiscaux sur les émissions d'obligations ou d'actions du Groupe. C'est la synthèse des résultats financiers 2011 qui nous le dit : « *Banque PSA Finance dispose d'une structure financière solide grâce à un ratio de solvabilité Bâle II supérieur à 14% et d'une sécurité financière, via des lignes de crédit non tirées et une réserve de liquidité, permettant d'assurer en permanence plus de 6 mois d'activité sans recours à des financements complémentaires.* »

Bien inspiré, Philippe Varin se concentrera désormais j'espère sur le recrutement de traders, d'analystes financiers, de cour-

tiers, de spécialiste en optimisation fiscale, et de conseillers en placements off-shores de contrats d'assurance-vie.

Augmenter le taux de rentabilité des actionnaires du Groupe en fabriquant des voitures, je me demande bien qui a pu avoir une idée aussi saugrenue chez PSA ? ■ **R.C.**

1) - *Mardi 11 septembre 2012, la Cgt assigne, en référé, devant le tribunal de grande instance de Paris, PSA et Faurecia pour demander la suspension de la restructuration lancée, en juillet, par le constructeur.*

2) - *PSA va vendre Gefco à la Compagnie des chemins de fer russes RZD contre 800 millions d'euros d'argent frais. (le Parisien libéré du 23 septembre 2012.)*

*Roger Colombier, après une carrière de conducteur SNCF, passionné d'histoire, en particulier d'histoire sociale, j'ai fondé un institut d'histoire sociale de la région mantaise (loi de 1901), rattaché à l'institut CGT d'histoire sociale, lequel chaque année organise des expositions et colloques dans la région.

<http://le-blog-de-roger-colombier.over-blog.com>

SOCIÉTÉ FONCIÈRE ET FINANCIÈRE DE PARTICIPATION Quand Peugeot Frères investit dans "l'Or gris"

A la faveur du conflit de la maison de retraite "Les 4 saisons" à Terrasson (Dordogne), établissement privé à but lucratif, la Cgt a découvert une communauté d'intérêts entre les salariés du groupe PSA et ceux des établissements du groupe ORPEA.

En effet, une société foncière et financière de participation détenue majoritairement par le Groupe familial Peugeot est actionnaire à hauteur de 7,20% du leader européen de la prise en charge globale de la dépendance (maisons de retraite, cliniques de moyen séjour et de psychiatrie) qui réalise un chiffre d'affaires de 1 234 millions d'euros avec une progression moyenne de 24,4% annuel sur 10 ans. Le filon de la dépendance est un business très rentable qui repose sur une contraction de la masse salariale et des prix de journée élevés qui permettent à ce groupe d'afficher des gains de casino.

En 2012, avec 23.000 collaborateurs, ORPEA dispose d'un réseau composé de 36 714 lits sur 393 sites répartis sur 5 pays

FFP, c'est quoi ?

FFP est une société foncière et financière de participation, elle est le principal actionnaire du groupe PSA Peugeot Citroën. Par ailleurs, elle développe un portefeuille de diversification composé principalement de participations minoritaires, significatives et amicales (sic...), avec une approche d'actionnaires de long terme, mais aussi de capital-investissement et d'immobilier. Elle est actionnaire de : - ORPEA* Groupe privé à but lucratif. LISI GROUP qui est un des leaders mondiaux des fixations et des composants d'assemblage pour l'aéronautique et pour l'automobile, et depuis 2007 un acteur dans le médical. Zodiac Aerospace est le leader mondial pour un grand nombre de produits tels que les activités d'évacuation et d'arrêt d'urgence, les sièges d'avions ou les équipements de cabine. Groupe SEB Entreprise régionale à l'origine, s'appuyant sur le succès de la « super-cocotte » en France dans les années 1950, le groupe SEB s'est développé par croissance interne et externe pour devenir le leader mondial du petit équipement domestique. HIT SANEF gestionnaire autoroutier - IPSOS groupe de marketing - LINE DATA groupe gestion, logiciel et programmation informatique - ONET Leader français des services aux entreprises dans le domaine du nettoyage - DKSH société d'expertise et de logistique - Château Guiraud (classé « premier cru » Sauternes) - Capital Investissement, groupe financier - IDI société de gestion - Immobilière DASSAULT société immobilière - « Les grésillons » propriété immobilière occupé par GEFCO (transport)... La référence Française et européenne en matière de prise en charge de la dépendance.

Publié par la Cgt, le vendredi 27 juillet 2012





Tartas : des retraités

déchainés

PAR GUY DELMAS



Les retraités de la papeterie de Tembec Tartas touchent depuis toujours une subvention, non négligeable, du comité d'entreprise pour diverses actions : repas, voyages, ...

C'est la section des retraités du syndicat Cgt qui, historiquement, gère ce versement et organise les activités.

L'Urssaf, au cours d'un contrôle du CE (qui entre autres emploie du personnel) a signifié au trésorier qu'il n'avait aucun reçu officiel du versement effectué aux retraités de l'usine. L'argent était-il bien utilisé ?

Nous avons donc créé, en 2010, une association loi 1901 des Anciens papetiers de Tartas pour légaliser les activités des retraités et avoir une gestion conforme de la subvention attribuée. Un reçu officiel est donc fourni au trésorier du CE pour la justification du versement.

Le conseil d'administration de cette association est composé d'une quinzaine de membres, tous adhérents Cgt, dont les responsables de la section syndicale.

Nous tenons avant nos deux repas annuels une assemblée pour parler de l'association, mais aussi de la marche de l'usine avec la présence du délégué syndical Cgt de l'usine, des revendications des retraités, des actions et manifestations à venir,...

Dernièrement, nous avons fait adopter par l'assemblée une annexe aux statuts de l'association pour la gestion en tant que « sous-traitant » du CE d'une somme conséquente reversée par le CE exclusivement destinée à l'aide aux frais d'obsèques des ayant droits des retraités lors du décès d'un retraité de l'usine.

Les 250 retraités de l'usine sont membres de droit de l'association qui se gère avec la subvention du CE et qui ne perçoit pas de cotisations des membres. Nous maintenons dans l'association la centaine de veuves ou veufs de retraités.

Avant chaque repas, le trésorier de la section du syndicat tient une permanence pour le règlement des cotisations syndicales.

Nous gérons nous-mêmes le fichier de l'effectif des retraités grâce à un contact régulier avec les actifs. C'est un atout pour la continuité syndicale.

À noter que lorsque des syndiqués pour des raisons de santé et/ou d'âge ne participent plus aux activités syndicales ou de l'association, ils abandonnent l'adhésion. C'est notamment vrai lorsqu'ils entrent dans une maison de retraite.

En conclusion, nous constatons depuis la création de l'association un regain d'activité et une petite remontée du nombre de nos syndiqués après une dizaine d'années de baisse régulière. ■ G.D.

Laurence Parisot :

« Il serait néfaste d'aligner la fiscalité du capital sur celle du travail »





Avec les retraités Filpac-Cgt d'Aquitaine

PAR LUCIEN LORREYTE



Jeudi 27 septembre, les retraités des sections de Bordeaux, Condat, Factice, Tartas, Thiviers, Pau et Villandraut se sont retrouvés dans la salle de la Tannerie de Gradignan (en banlieue bordelaise), haut lieu de la lutte syndicale menée par les salariées de l'entreprise Saint-Joseph (habillement) dans l'année où des travailleurs du Parisien libéré avaient fait une halte pour projeter leur film. Ce n'est pas d'aujourd'hui mais certains s'en souviennent encore.

Cette rencontre annuelle, organisée par le Comité régional Filpac-Cgt d'Aquitaine, tient sa source dans une initiative de nos camarades du Papier et plus particulièrement de René Faure, secrétaire de la Fédération Cgt des industries papetières, qui réunissait les retraités des entreprises de la région pour une journée conviviale, certes, mais toujours empreinte de l'aspect

syndical sur la défense des intérêts des retraités. Rien n'a changé... sauf que leurs difficultés se gonflent un peu plus chaque jour !

Au-delà du plaisir des retrouvailles entre militants d'hier et d'aujourd'hui, c'était bien le sujet qui a occupé la matinée : la situation sociale dans notre pays et particulièrement celle des retraités. Tour à tour, Pierre Nouzarède, Daniel Loubère, Michel Burguière (secrétaire de l'Ufr-Filpac) et François Papiou (de l'Usr-Cgt de la Gironde) ont animé les débats, dirigés par Guy Delmas (de la section de Tartas).

Le traité européen s'est taillé la belle part dans les interventions ; mais les exigences urgentes des retraités de notre pays ne furent pas oubliées : l'augmentation des retraites au 1er janvier 2013, la compensation à la perte d'autonomie qui gagne sur la longévité

des retraités et son corollaire de l'accès aux soins pour tous (entravé, entre autres, par les dépassements d'honoraires, les franchises médicales et la hausse des complémentaires santé).

Quant à la continuité syndicale, elle fit l'objet d'une attention particulière au regard, justement, des statistiques sur la durée de vie. Vivre plus longtemps, oui... Mais dans quelles conditions ? Un nouveau domaine où le "syndicalisme retraité" doit tenir toute sa place... **Avec un maximum de syndiqués à la Cgt !**

Avant de passer à la partie conviviale de cette journée, Josette Gosset, de l'Institut d'histoire sociale de la Dordogne, informa les participants de la prochaine sortie de la revue de l'IHSA consacrée à la Papeterie de Condat. Vous en trouverez le détail dans votre journal *Ensemble*. ■ L.L.





AMITIÉ FRANCE-BÉNIN

René AHIVI

(Section Montpellier)

AMITIÉ FRANCE-BÉNIN n'est pas une association caritative qui essayerait de faire la charité à quelques Africains pour se donner bonne conscience...

Amitié France-Bénin est une association citoyenne, consciente du déficit de solidarité dont souffrent la plupart des populations d'Afrique, et qui entend conduire une action efficace et organisée.

Les pays du tiers monde n'intéressent les grandes nations que s'ils représentent une source de profit, en oubliant trop souvent que la misère s'exporte et les maladies aussi.

Nous avons la particularité et l'avantage d'agir en partenariat avec les autorités représentatives du Bénin : consuls, préfets, ministres, président de la République, qui nous facilitent le contact avec la population et l'entrée du matériel sur leur territoire.

Considérant que la santé et le savoir sont indispensables à l'émancipation dans le respect de la dignité, nous œuvrons dans ce sens depuis plus de dix ans. Nous avons expédié environ 245 m³ de matériels médicaux et scolaires : ambulances, lits médicalisés, fauteuils roulants, lève-personnes, chaises-pots, déambulateurs, nombre d'équipements orthopédiques, de laboratoire et d'analyse, cabinet dentaire complet, mais aussi fournitures scolaires, livres, ordinateurs, groupe électrogène...

En remplaçant les toitures d'écoles emportées par les

tempêtes ou en reconstruisant ces écoles, nous permettons à des enfants de retrouver une scolarisation perdue depuis plusieurs mois.

En creusant des puits dans les secteurs les plus reculés, nous permettons à des milliers de villageois non seulement de jouir d'un meilleur confort et d'une meilleure hygiène mais aussi de s'exonérer des corvées de portage jusqu'alors indispensables. De plus, cette nouvelle abondance d'eau encourage la culture vivrière de proximité tout en améliorant à moindre frais la qualité de leur nourriture.

En ayant le contrôle de nos expéditions, depuis la collecte du matériel jusqu'à sa remise aux bénéficiaires, nous avons l'assurance qu'aucun matériel n'est détourné de sa destination initiale.

Les objectifs, le dynamisme et l'efficacité de l'association **AMITIÉ FRANCE-BÉNIN**, c'est tout cela ; ils sont portés par une équipe d'inlassables bénévoles au dévouement exemplaire.

Alors... si vous estimez que cette action mérite votre soutien, aidez-nous par vos dons ou rejoignez-nous !

Contact :

france.benin@wanadoo.fr

- Site internet : www.amitiefrancebenin.com

Au moment où ce journal est édité,

Amitié France-Bénin a expédié par le port de Marseille un onzième conteneur de 40 m³, bourré de divers matériels à destination des populations du Bénin

100 ans et 84 années de fidélité à la Cgt



Le samedi 22 septembre 2012, notre section de retraités du Silpac-Cgt de la Haute-Garonne a remis, à l'occasion de son centenaire, la médaille de la Fidélité syndicale Cgt pour ses quatre-vingt-quatre ans d'appartenance à notre Confédération et à la Filpac-Cgt à notre camarade et ami **FERNAND BORDES**.

Déjà honoré en 1991 par nos prédécesseurs, hélas aujourd'hui disparus, nous avons tenu à lui renouveler notre reconnaissance pour sa fidélité et son engagement syndical sans faille durant quatre-vingt-quatre ans. Car Fernand Bordes a débuté sa carrière professionnelle en 1928, comme apprenti lithographe à l'imprimerie Sirven, à Toulouse, participant, en 1930, à

l'une des plus longues grèves de notre histoire puisque ce conflit dura six mois jour pour jour. Déclenché à l'origine pour une revendication salariale de quelques centimes de l'époque, ce sont plus d'une dizaine de revendications qui furent satisfaites, dont l'une en particulier concernant la réglementation de l'apprentissage des lithographes.

Ses qualités professionnelles reconnues lui permettent d'intégrer l'imprimerie de la SNCASE, l'Aérospatiale d'aujourd'hui, afin d'appliquer les techniques lithographiques dans l'industrie aéronautique.

Conseiller prud'homal de 1947 à 1963, Fernand reste néanmoins fidèle à notre syndicat du Livre, siégeant au conseil syndical durant de nombreuses années, tout en représentant et défendant les dessinateurs de l'aviation, nous enrichissant ainsi de ses précieux conseils en matière de droit du travail.

La retraite professionnelle arrivée, il poursuit son engagement syndical au sein des retraités, devenant secrétaire fondateur de notre section de retraités du Livre Cgt de la Haute-Garonne. Nous avons donc le plaisir de pouvoir encore compter parmi nous un président honoraire, un ami, un militant de qualité hors du commun, qui fait honneur à nos professions du Livre, du Papier, de la Communication, à la Cgt et au syndicalisme dans son ensemble. Reconnaissance et respect à Fernand Bordes !

Bernard Thibault, secrétaire général de la Cgt, ainsi que Marc Peyrade, secrétaire général de la Fédération des Industries du Livre, du Papier et de la Communication, ont tenu à adresser quelques mots d'amitié à notre camarade.

Jacques Filouse

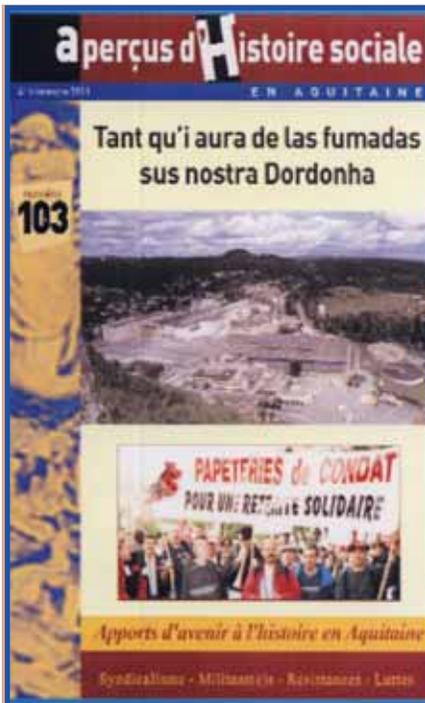




Aperçus d'Histoire sociale en Aquitaine

La papete...

Tant qu'i aura de las fumadas sus nostra Dordonha...



Dans cette vallée du Périgord qui conserve des traces parmi les plus anciennes de la naissance de l'humanité aux limites de la Corrèze, entre nationale 89 et rivière Vézère, un panache blanc n'en finit pas de situer la présence d'une activité industrielle : celle de la « papete »...

Au cœur d'un bassin d'emploi et de vie que composent principalement le triangle des communes du Lardin, de Condat et Terrasson, la « papete » rythme depuis près d'un siècle la vie locale sous tous ses aspects.

Des générations entières se souviennent encore de l'existence du parc à bois pour la fabrication de la pâte à papier qui inondait, il y a moins de trente ans, tout le secteur sur plusieurs kilomètres, selon le vent, d'une odeur de « chou » caractéristique de ces industries.

Beaucoup moins savent qu'avant cette activité florissante et ses nombreux emplois directs ou induits, il existait à l'origine de ce site, depuis la Révolution française, une mine de lignite abandonnée en 1929 mais qui fut, il y a près de cent vingt ans maintenant, utile à la production des verreries locales et à la métallurgie puis à la fabrication de tannins à partir du bois d'un châtaigner local réputé pour sa qualité -bois qui, de fait, devait finalement entrer progressivement dans le processus de fabrication de papier sur place, donc modifier la vocation industrielle première de l'usine.

Le papier : ce « Condat » ou encore « Périgord » et ses nombreux fleurons de prestige rangés aux catalogues des commerciaux, que beaucoup ont certainement touché du bout des doigts en feuilletant les pages de « beaux livres » ou diverses brochures de qualité, a été élaboré, développé et produit ici sur des machines des plus performantes. ■ Jacky Varailon (*Président de l'IHS 24, ancien secrétaire général de l'UD 24*)

REVUE "PAPETERIE de CONDAT"

- 40 pages sur deux siècles d'aventures industrielles consacrées à celles et ceux qui en ont été les acteurs.
- 40 pages qui retracent l'histoire sociale et syndicale, les luttes et le vécu, se trouvant au cœur de ces évolutions !
- 40 pages pour poser aussi la question de l'avenir de la production papetière, celui de la forêt et de l'environnement, celui de l'emploi et de « vivre au pays »...

C'est ce que vous trouverez entre autres, dans ce numéro des Aperçus d'Histoire Sociale CGT en Aquitaine. Pour vous le procurer, il suffit de recopier le bon de commande ci-dessous. Votre commande vous sera envoyée à l'adresse indiquée.

BON DE COMMANDE

À recopier et envoyer à : Institut d'Histoire Sociale CGT Dordogne Bourse du Travail 26 rue Bodin 24009 Périgueux cedex

Nom Prénom _____

Syndicat _____

Adresse où votre commande et votre facture doivent être envoyées : _____

Commande _____ revue(s) de l'IHSA sur Papeteries de CONDAT
 accompagnée de son règlement : 5€ la revue + 2€ de frais de port
 Par chèque à l'ordre de : Institut d'Histoire Sociale CGT 24
 Une facture vous sera adressée en même temps que la ou les revues.
 Si besoin de plus de précisions appeler le : 06 87 13 22 74.





ILS NOUS ONT



Michel MARETHEU

Ce soir, dans mon coin de la Côte bretonne, je suis devant une page blanche pour parler de toi, mon pote Michel. Que de souvenirs ! Pourtant, au départ, rien ne pouvait laisser présager que nous allions nous rencontrer et passer ensemble tant de moments qui ont marqué notre vie et produit cette profonde amitié qui nous unissait. Tu étais rotativiste dans la Presse quotidienne parisienne, au Parisien libéré, et moi dessinateur cartographe - illustrateur à France-Soir. Et puis, un jour de mars 1975, M. Émilien Amaury, patron du journal que tu imprimais la nuit, rue des Petites Ecuries ou rue d'Enghien, ce monsieur donc, animé par la haine qu'il vouait aux ouvriers du livre, a engagé sans prévenir un combat sans merci avec son personnel ouvrier. Je ne vais pas m'atteler plus avant à relater toute l'organisation que nous avons mise en place, nous syndicalistes de toute la Presse parisienne, pour contrer cette attaque ; de longs articles circonstanciés ont depuis parfaitement expliqué cela. Ce sont ces événements qui nous ont réunis, car, dans un élan naturel, nous étions ensemble pour défendre la même cause, à savoir notre dignité de travailleur. Il faudrait des pages entières pour relater tous les événements dans lesquels nous nous sommes retrouvés coude à coude, car toi, Michel, ainsi que notre camarade commun Serge Charreton, étiez toujours là au moment et à l'endroit qu'il fallait. Tout cela a quand même duré deux ans et demi. Impossible ici de citer tous les copains qui étaient partie prenante. Ce qui est certain, c'est que ces jours et ces nuits passés ensemble, parfois dans des conditions et circonstances assez dures, ont forgé une amitié, une camaraderie indestructible. Tu étais entré dans la Presse comme rotativiste au journal Le Monde en avril 1971 (une semaine) puis au Parisien libéré jusqu'en mars 1975, moment où le conflit a démarré. À la fin de cette longue épreuve, dont nous sommes sortis la tête haute, tu es rentré à nouveau au Monde en septembre 1977 jusqu'en mai 1988, puis au Journal officiel jusqu'à ta retraite en septembre 1994. Il est bien évident que ça n'est pas pour cela que tu as consacré ton temps à la pêche à la ligne. Tu as continué à militer toujours aussi activement, te retrouvant très souvent avec notre copain Serge Charreton, lui aussi toujours très motivé. Mon but, Michel, mon copain n'est pas de te rendre un hommage de circonstance. Ce que je veux simplement, ce soir, c'est au nom de tous les copains avec qui nous avons vécu et partagé tous ces moments intenses, te dire toute notre affection, notre amitié. Merci à toi pour ta droiture, ton courage, tes colères, tout ce qui fait enfin un homme vrai. Notre affection va à Louissette, à ta fille, à ton fils. Tous les copains et moi te saluons, Michel. On t'embrasse.

Claude GUILLEMETTE



Jacques VICO*

Une voix de la résistance s'est éteinte

La vie de Jacques Vico bascule dès le 17 juin 1940. Ne pouvant se résoudre à la défaite face aux Allemands, il quitte à 17 ans le domicile familial à l'abbaye d'Ardenne pour entrer en résistance. Après le Débarquement, il intègre la 2^eDB jusqu'à la Libération de Berchtesgaden (Allemagne).

Depuis plus de 20 ans, il témoignait sans relâche près des jeunes. « Il a su faire vivre le souvenir de la Résistance et garder intact l'hommage dû à tous les héros de la Bataille de Normandie qui ont contribué à rendre la liberté au pays et à l'Europe. Toute sa vie, il a été un combattant infatigable au service du devoir de mémoire. Je salue l'homme de

conviction et d'action qui a su mettre son engagement au service d'un idéal », témoigne Laurent Beauvais, président du conseil régional de Basse-Normandie.

Joël Jeanne, président de l'association départementale des élus communistes et républicains, salue l'homme qui s'est inscrit « dès la première heure dans le combat contre le nazisme, pour la liberté et la démocratie. Il se revendiquait comme un passeur de mémoire et d'espoir, considérant la jeunesse comme ferment d'espérance et de renouveau. »

Pour son fils cadet, Luc, cet esprit de résistance est partagé par toute la famille. « Son père était aussi résistant, tout comme sa mère qui aura eu une grande influence sur lui et ses trois frères, Jean-Marie, (Francis et Roland devenus ensuite prêtres ouvriers). » Mais son père était avant tout « un humaniste. Tout au long de son activité, il a placé l'homme au cœur de ses préoccupations. »

A l'origine de la création de l'Assedic Basse-Normandie (qu'il dirigera pendant 29 ans) ou encore des MJC ou foyer de jeunes travailleurs à Caen ou encore dans le mouvement des Scouts de France. Bernard Buet, qui a travaillé 10 ans avec lui l'a suivi aussi dans tous ses engagements associatifs. « Il savait rendre service à tout le monde. Mais l'important pour lui était de transmettre, notamment aux jeunes. » Un engagement qu'il aura assuré jusqu'au bout. « Il y a deux semaines, alors qu'il était très fatigué, il a encore témoigné devant des Américains. »

Jean-Luc LOURY (Ouest-France)

**Jacques Vico, qui était venu parler du débarquement et de la résistance en Normandie, au VII^e congrès de l'Ufr à Blainville, était le frère de notre camarade Roland Vico, membre de l'Ufr.*





ONT QUITTÉS



Max ARTAUD

Lorsque tu m'as dit, il y a quelques années, quand nous fêtions tes quatre-vingts ans ; « Mon petit Michel, je voudrais que tu fasses une petite intervention pour mon enterrement », je n'ai jamais cru que ce jour pourrait arriver, et pourtant, aujourd'hui, je suis devant toi pour accomplir cette promesse.

Après plus de cinquante ans de vie commune, nous voici séparés. Qu'il est loin le jour où nous avons fait notre première assemblée générale dans l'entreprise de photogravure Haïk où je travaillais, et dont le nouveau patron voulait changer notre statut. À l'époque, on ne délocalisait pas encore.

Tu m'as alors dit : « C'est toi, mon petit Michel, qui vas gérer le mouvement ». Les camarades n'étaient pas très organisés. C'était la première fois que tu m'appelais ainsi.

Je ne pouvais que m'exécuter, tu étais le secrétaire de la section des photograpeurs de presse.

La bataille fut rude avec les patrons, mais aussi avec nos camarades des autres sections de presse.

Plus de deux semaines de grève avec, en finale, la vente de l'entreprise, qui passait du statut presse au statut labeur.

Nous avions en face de nous André Laurent, le "super patron" photograpeur ; celui qui rachetait toutes les entreprises en difficultés, déjà en 1959. Il pensait même aussi à cette époque mettre la main sur le journal Combat.

Dans cette histoire aussi, le triste Amaury du Parisien libéré n'était pas loin.

Tu m'as alors mis le pied à l'étrier, et c'est peut-être à cause ou grâce à toi que je suis devenu militant syndical.

À cette époque, notre section était la plus petite en nombre, mais peut-être une des plus remuantes syndicalement.

Tous les photograpeurs étaient derrière toi ; nous t'aimions tous et tu étais notre leader, le grand timonier en quelque sorte, voire pour certains l'idole.

Nous reconnaissons tous ton sens politique, ton goût de la provocation avec les directions, mais surtout ton honnêteté syndicale et ta combativité.

Une décision était prise au Comité-Inter où tu as été longtemps notre représentant, ou au Conseil syndical de la section, tu ne la lâchais plus jusqu'à son aboutissement.

Pour nous, il ne fallait pas rester "les deux pieds dans le même sabot".

C'est avec toi que notre convention collective a le plus évolué, tant sur les salaires que sur les conditions de travail.

À ton initiative, nous avons lancé l'idée de vacances d'hiver et avons été les premiers à obtenir deux jours.

La section « carburait » à plein, c'était l'époque des soi-disant Trente glorieuses et syndicalement il y avait beaucoup à faire.

On te voyait partout, le jour, la nuit, tu faisais la tournée des entreprises de presse parisiennes, pour motiver les camarades.

Je te revois avec ton imperméable couleur mastic et surtout — ce qui m'a toujours émerveillé chez toi — tes chaussures vernies.

Tu m'as donné la recette, je n'ai jamais été capable de la suivre. Je crois que c'est le seul point qui nous a séparés.

De la Sgp (imprimerie du journal l'Humanité), tu es parti au Parisien libéré où tu as été nommé cadre ; ce n'était pas une fonction pour toi, tu ne rentrais pas dans le costume.

Il commençait à y avoir beaucoup de tangage dans le milieu de la presse.

Avec le conflit du Parisien, tu étais en première ligne. Grande victoire des travailleurs, mais nouvelles orientations de notre organisation syndicale qui, pour une bonne part, nous ont conduits aux dures réalités d'aujourd'hui?!

On s'est alors retrouvé au journal l'Aurore. Professionnellement, ce n'était pas génial, mais syndicalement, avec l'arrivée du "papivore" Hersant et son grand nettoyage, ce fut pour les photograpeurs de presse leurs dernières luttes.

Nous avons tout de même profité de la situation et avons vécu une grande période revendicative.

Te souviens-tu des rencontres annuelles des photograpeurs, où nous nous retrouvions tous ensemble autour d'une bonne table, heureux d'appartenir à un groupe fraternel et solidaire ?

Cette festivité débutait rituellement par ton allocution et se terminait : à la demande de tous par ton non moins rituel tour de chant. Avec la disparition du journal l'Aurore, ce fut aussi la disparition de notre section, la fin d'une époque, mais aussi d'une certaine harmonie entre les travailleurs du livre.

Durant les années 70-80, tu as été aussi administrateur de la Mutuelle nationale de la presse et du livre, où les quelques anciens qui sont encore parmi nous se souviennent de ta brillante activité. Pour les uns, les salariés avec plaisir et, pour les autres, les patrons avec une certaine rancœur.

Le manque d'une position claire et ferme sur les orientations nationales du mouvement mutualiste, l'avenir te donnant raison et aussi sur les cotisations qui te semblaient mal réparties, t'ont amené à sortir en claquant doucement la porte de notre mutuelle.

À partir de 1978, tu as rejoint les retraités, à la Surl et à l'Ufr, et tu as continué à militer au Parti communiste de Bagnolet, auquel tu resteras fidèle jusqu'à la fin.

Max, voici très brièvement relaté ce que fut une partie de ta vie de militant syndical avec nous, ce que furent nos cinquante-trois années de vie commune.

Excuse-moi avec les dates, les erreurs que j'ai pu faire et surtout les oublis, les années ont tendance à estomper les événements ainsi que la mémoire. Maintenant, tu es, je l'espère, avec nos anciens copains de la Section photogravure, qui nous ont quittés trop tôt. Tu comptais tellement pour eux. AU REVOIR, MON PETIT MAX. JE T'EMBRASSE.

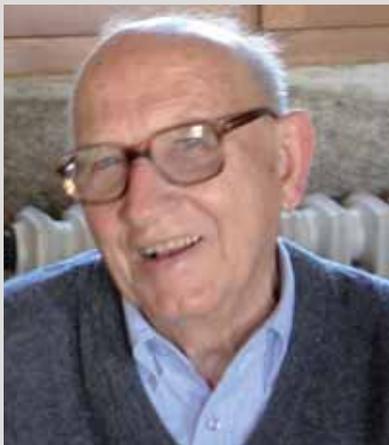
Évelyne et Christine ainsi que toute votre famille : acceptez les condoléances de l'Union fédérale des retraités du livre ainsi que celles de la Surl.

Toi, Gilberte, qui l'as accompagné dans ses dernières années, nous t'embrassons et serons toujours à tes côtés.

Michel BURGUIÈRE



Pierre QUERAUD



Décédé le 17 septembre 2012

Le Syndicat du Livre est en grand deuil. Il vient de perdre une figure emblématique de son organisation, un grand militant. Pierrot par sa grande intelligence, sa droiture, son ouverture aux autres, sa modestie, sa rigueur, son sens aigu du devoir, mais aussi un comportement fraternel de tous les instants, a imprégné de sa personnalité, durant des décennies, le militantisme du syndicat.

Adhérent de la Cgt depuis soixante-sept ans, il fit preuve d'un grand sens des responsabilités, mettant toutes ses capacités intellectuelles - et elles étaient grandes - au service des intérêts des travailleurs. Il fut un grand animateur du Comité exécutif de la Fédération du Livre, malgré le handicap à l'époque d'être un relieur, métier qui ne faisait pas partie de l'élite, et ce pendant trente ans (il fut ainsi dans cette instance le plus jeune et aussi le plus ancien). Il y siégeait au titre de délégué régional du 8^e groupe qui recouvrait les trois départements du Limousin plus l'Indre. Ce mandat, il l'exerça avec tant de talent et de conviction qu'il lui conféra une grande autorité auprès des organisations patronales locales mais aussi - et surtout - une large adhésion des salariés aux objectifs revendicatifs de la Fédération. Il n'était pas permanent, et ce mandat était exigeant et nécessitait beaucoup de disponibilité. Ce ne fut pas sans conséquence sur sa santé et sa vie familiale dans laquelle il aimait se trouver et y puisait le bonheur.

Secrétaire général du syndicat du Livre de Limoges, il sut accompagner et responsabiliser les militants de 68 (dont je fus) et ainsi promouvoir et dynamiser le militantisme et le développement de notre syndicat.

Retraité, il prit le secrétariat de la section de retraités et là aussi fit preuve d'une grande clairvoyance mais aussi d'une grande attention et sollicitude envers tous nos camarades affaiblis ou atteints par la maladie. Pierrot, c'était le militant d'une grande lucidité, aux analyses pertinentes, attaché profondément à l'unité mais aussi un militant au grand cœur.

Il ne négligea jamais le militantisme interprofessionnel malgré la tendance au corporatisme qui pouvait scléroser le syndicat. Membre de la commission exécutive de l'UD et de son bureau, ainsi que de la CE de l'USR et de son bureau, pendant de longues années, il nous montrait ainsi la nécessité d'élargir notre action et de s'intégrer dans un mouvement plus large sans lequel les conquêtes sociales essentielles ne pouvaient être arrachées.

Ces prises de responsabilités ne l'ont jamais fait se départir de son sens naturel de l'accueil et de la solidarité. Son prochain était toujours le bienvenu. Il est vrai qu'il avait de qui tenir : il citait souvent ses parents, qui pendant l'occupation allemande, avaient recueilli des familles juives au péril de leur vie. Il suivait avec beaucoup d'intérêt la vie politique et s'était réjoui qu'une force politique unitaire et plus radicale à gauche vît le jour.

Nous sommes profondément attristés, nous perdons un camarade, un ami, pour moi un grand frère.

Depuis quarante-cinq ans, nous avons lutté ensemble côte à côte dans une grande fraternité et une grande complicité. Nous avons des caractères différents mais sa tolérance et notre volonté de l'écoute réciproque nous ont permis de militer efficacement dans l'intérêt des travailleurs du Livre.

Pierre avait prolongé son engagement syndical en intégrant la commission départementale de l'ANDFS (Association nationale des délégations départementales et interdépartementales du fond social) dont il était devenu le président et c'est à ce titre qu'il assurait cette fonction lors des rencontres annuelles qui réunissent de nombreux ayants-droit.

A toute la famille de Pierrot, à Jacqueline, à Françoise, à Laurent et Sophie, à ses petits-enfants qu'il chérissait, Andou, Raphaël et Vincent, nous vous disons que notre peine est grande et que vous avez eu un mari, un père et un grand-père formidable dont l'engagement et l'humanisme méritent le plus grand respect et la plus grande considération. Nous sommes fiers de l'avoir compté parmi nous. Nous vous embrassons avec la plus grande affection.

Adieu Pierrot, tu auras marqué durablement l'histoire de notre syndicat.

Tu resteras dans nos cœurs et nos consciences.

André MAUPIN